AVEC PIERRE BAUBY ET LE PCML

M 1659 - 1239 - 5,00F

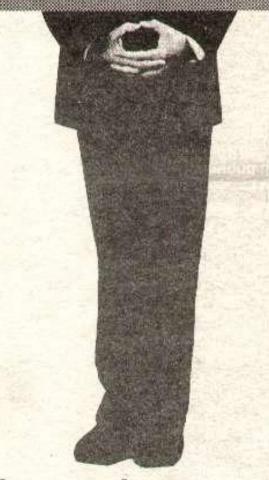
du 6 mars au 12 mars 1981

i Tillian (2003)

NUMERO SPECIAL



# 7 ANS DE GISCARD, 7 ANS DE TROP



# Le creux des promesses

## Les femmes

Nous nous souvenons qu'un des thèmes favoris de Valéry Giscard d'Estaing pendant sa campagne électorale, était l'amélioration de la condition féminine. On n'est pas allé au delà des créations de postes

53% des chômeurs sont des femmes, elles perçoivent en moyenne des salaires inférieurs de 33% à ceux

des hommes et huit ouvrières sur dix sont OS. C'est dire si la ségrégation sexiste demeure. Ainsi le ministre Beullac qui rétablit en 77 des concours séparés selon le sexe pour l'entrée dans les éco-

cours séparés selon le sexe pour l'entrée dans les écoles normales d'instituteurs, avec des quotes privilégiant le recrutement masculin.

Les lois fiscales qui pénalisent les femmes salariées n'ont pas été modifiées.

La loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse, si elle a marqué un progrès notable par rapport à l'ancienne législation, n'en demeure pas moins bien en deçà des exigences, pis, la reconduction de cette loi par le Parlement en septembre 79 a encore aggravé ces restrictions. Les délais pour se faire avorter sont passés de 12 à 10 semaines, les immigrées n'ont pas droit à l'interruption volontaire de grossesse si elles n'ont pas de carte de séjour, les mineures, si elles n'ont pas la permission parentale.



7 ans de règne giscardien, c'est la réforme Haby pour nos jeunes, renforçant la sélection scolaire dès la maternelle, l'introduction du fichage systématique avec le dossier scolaire. C'est la loi d'orientation de 75 pour les handicapés, avec la création des ateliers protégés et des centres d'aide par le travail, rémunérés dans le premier cas à 90% du SMIC et dans le second de 50% à 70% du SMIC.

«Démocratie française» qu'il avait appellé çà. Ce fut le règne de la corruption, d'une caste qui considère le pays comme sa propriété privée, pour laquelle ses affaires et celles de l'Etat sont inextricablement mêlées. Ce fut le temps des scandales étouffés : un prince trafiquant, liquidé; des fastes offerts à un assassin sacré empereur; des diamants empochés offerts par ce cousin sanglant... Ce fut le règne de l'insécurité pour le peuple : en sept ans, le chômage est devenu envahissant; combien de misères, combien d'avenirs brisés, combien de désespoirs, combien de suicides sous le règne du collectionneur de diamants? Ce fut le règne de l'anti-libertés : de bavures policières en crimes racistes, d'emprisonnements en lois scélérates, d'information mise sous tutelle en lois anti-immigrés, ce fut le temps de la remise en cause des libertés. Etonnant?... Qu'y avait-il à attendre de ce produit pur

# 2 millions de chômeurs

En mars 1974, on comptait entre 440 000 et 460 000 demandeurs d'emplois recencés officiellement.

C'est à partir d'août 74 que se produit l'accélération. En janvier 1975, au moment où le gouvernement promulgue la loi sur les licenciements économiques, il y avait déjà entre 690 000 et 710 000 chômeurs. A la fin de l'année 75, le cap du million est dépassé.

Ce chiffre est resté a peu près stable au cours des années 77-78. Mais le rythme des licenciements et des fermetures s'accélère de nouveau à partir de mars 78 pour atteindre, trois ans après, le cap des deux millions de chômeurs. En sept ans, les effectifs salariés occupés ont subi une hémorragie de plus d'un million et demi.

# Chômage-misère

En septembre 1980 :

67,3% des chômeurs étaient indemnisés. 32,6% des chômeurs ne touchaient rien. Parmi ceux qui sont indemnisés :

32,9% touchaient l'allocation de licenciement ordinaire, ou de fin de contrat à durée déterminée, à savoir 25,00 francs par jour et 42% de l'ancien salaire.

9,2% touchaient l'allocation de licenciement économique, à savoir 25,00 francs par jour et de 65 à 50% (dégressivement) de l'ancien salaire. 5,1% qui n'avaient pas de référence de travail

touchaient 50,00 francs ou 37,50 francs ou 25,00 francs selon leur catégorie professionnelle.
6% touchaient l'allocation de fin de droit, à

savoir 25,00 francs par jour.

13,5% des démissionnaires ou des licenciés de plus de 60 ans, touchaient 70% de leur ancien

0,6% touchaient une indemnité de formation, à savoir 100% de leur ancien salaire.

De janvier à mai 80, les ASSEDIC ont radié 65 000 demandeurs d'emploi.



# Travail précaire

Le septennat a été marqué dans le même temps par un développement considérable du travail précaire.

Le nombre des emplois hors-statut a été multiplié.

La proportion des travailleurs intérimaires atteint actuellement 1% des effectifs salariés.

En un an seulement, de 75 à 76, le chiffre d'affaire des entreprises d'intérim a augmenté de 33%. Les contrats à durée déterminée ont été officiali-

sés en 1979. L'embauche de vacataires a été généralisée dans la fonction publique.

A l'intention des femmes, le gouvernement vient

de préparer un nouveau cadeau empoisonné : la généralisation du travail à temps partiel. Une loi d'octobre 1980, en instaurant une diminution des charges patronales, encourage le patronat à un recours systématique à cette forme d'emploi au rabais.



### Jeunes et chômeurs

Fin août 1981, 41,3% des demandeurs d'emploi avaient moins de 25 ans.

Lorsque les jeunes ne sont pas inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi, ils connaissent majoritairement le travail précaire :

les mesures Granet de 75 sont en quelque sorte, les prémisses des pactes nationaux pour l'emploi, ensuite vient le premier pacte de 77 à 78, le second de 78 à 79, la première partie du troisième de 79 à 80 et actuellement de 80 à 81, la seconde partie du troisième pacte.

D'octobre 79 à octobre 80, les jeunes embauchés au titre des contrats emploi-formation ont augmenté de 33%, des stages pratiques de 76%. Rappelons que les salaires des stagiaires s'échelonnent de 75 à 100% du SMIC!

En outre le septennat de Giscard a particulièrement développé l'apprentissage. En 1982, ils seront 125 000, rémunérés de 25% à 75% du SMIC.

La formation en alternance, mise en place à l'été 81, fera travailler 110 000 jeunes gratuitement en 1985.

Enfin n'oublions pas que parmi les jeunes travailleurs de 16 à 25 ans, 55% travaillent en intérim. race de cette grande bourgeoisie bien de chez nous? Fait par sa classe, éduqué par elle, il a gouverné pour elle, (c'est-à-dire pour lui), trouvant tout prêt l'instrument de son pouvoir, cette Constitution de la Ve République et cet appareil d'Etat faits pour servir et défendre au mieux la domination capitaliste. Face à cet héritier et à sa classe, il y a des revendications à satisfaire, les unes urgentes, d'autres pour aller plus loin. Même si les Giscard viennent à chuter les revendications demeurent, la bourgeoisie aussi. Le 10 mai au soir l'action et l'union des travailleurs seront les plus sûrs garants de leurs intérêts.



# Pouvoir d'achat amputé

Priorité aux bas salaires et réduction des inégalités, voilà des mots dont ils n'ont pas été avares au cours de ces sept années. Et pourtant.

Le SI/IIC dont l'évolution est en principe indexée sur celle des prix a connu un tassement relatif. Ainsi, l'écart entre l'indice INSEE des prix et le Si/IIC s'est progressivement rétréci: placé à 3,4% au dessus de l'indice en 77, le SI/IIC est descendu à plus 2,5% en 1980. Selon l'indice CGT, le pouvoir d'achat des familles ouvrières a régressé en moyenne de 5% de 1974 à 1980.

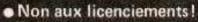
En imposant, à partir de septembre 76, que les augmentations salariales soient soumises au principe du rattrapage sur la base des indices des mois précédents, Barre a sérieusement entamé le pouvoir d'achat des travailleurs. Baisse qui fut encore aggravée par la forte augmentation des cotisations sociales: 8,62% du salaire brut en 1975 pour les non-cadres, et 12,80% en 1980.

# Le temps de travail

En 1975, la durée hebdomadaire du travail était en moyenne de 42,6 h pour les ouvriers, elle est aujour-d'hui de 41,7 h. Non seulement la réduction est dérisoire, mais le CNPF voudrait imposer une semaine de travail plus longue et plus souple. C'est le sens des négociations que le patronat cherche à conclure depuis 3 ans. Le gouvernement a pourtant déjà porté un coup sérieux à la loi de 36 garantissant l'horaire hebdomadaire fixe; à l'automne 79, il a fait accepter le principe des 40 h effectuées en moins de 5 jours.



# Pour l'emploi, pour une vie meilleure



• Embauche des jeunes!

Pour améliorer les conditions de travail, réduire la durée du travail, abaisser l'âge de la retraite, création massive d'emplois dans les entreprises privées et nationalisées, dans la fonction publique!

Embauche des hors-statut!

Interdiction des agences d'intérim!
 Embauche à temps plein des femmes!

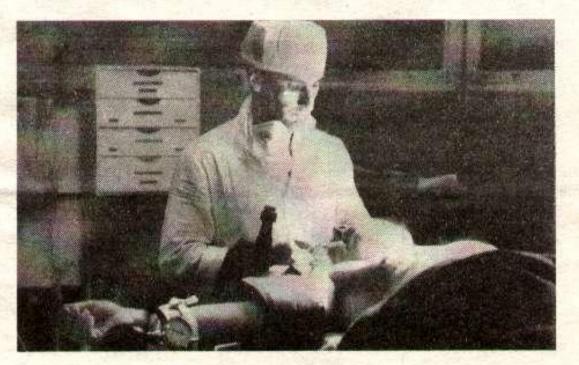
 Pas d'indemnité en-dessous du SMIC pour les chômeurs!

• Garantie du droit des chômeurs à la Sécurité sociale!

Le SMIC tout de suite à 3300 francs!
35 heures, sans diminution de salai-

La retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes!

Abrogation de la nouvelle Convention médicale!



# Santé au rabais

Giscard d'Estaing s'est beaucoup interessé à notre santé, un peu trop d'ailleurs puisque maintenant nous payons de plus en plus cher pour des soins restreints.

C'est en 79-80 que les attaques contre le droit à se soigner se sont manifestées avec le plus de force, notamment avec la mise en place de la Convention médicale.

## La convention médicale

La nouvelle Convention revient à mettre en place une médecine à deux vitesses. Désormais, les honoraires et les coûts des prestations des médecins seront limités par une enveloppe globale (somme à ne pas dépasser).

La première vitesse ou vitesse lente : dans ce cas le médecin respecte la Convention, la limitation des prescriptions et le tarif des honoraires. Le malade sera remboursé, mais il n'aura sûrement pas accès à des soins coûteux ou sophistiqués qui sortiraient de l'enveloppe globale fixée par la Sécurité sociale. Il s'agit d'une médecine minimum au rabais.

La deuxième vitesse : le médecin fixe librement son tarif (prix de la visite) mais respecte l'enveloppe globale. Le malade n'est remboursé que sur la base du tarif normal.

Le médecin peut n'être pas conventionné du tout, il fixera librement ses tarifs et prescrira tous les soins et traitements nécessaires à ceux qui pourront payer de leur poche.

Il faut savoir que les caisses d'assurance maladie établissent au moyen d'ordinateurs un profil de chaque médecin (prescriptions, nombre de jours d'arrêts maladie accordés, etc...).

Déjà plusieurs médecins se sont vus déconventionnés pour avoir prescrit trop d'arrêts maladie.

## Les vieux travailleurs

Les travailleurs âgés de plus de 65 ans devront verser une cotisation vieillesse de 4,70% dans la limite du plafond. Une cotisation maladie vient d'être instaurée : 1% sur les pensions vieillesse de Sécurité sociale et 2% sur les retraites complémentaires et préretraites de l'ASSEDIC. Au-delà de 60 jours d'hospitalisation, les personnes âgées devront verser entre 95,00 francs et 150,00 francs par jour.

Les longues maladies ne seront plus remboursées à 100% comme elles l'étaient auparavant, le malade devra payer 80,00 francs par mois.

### Les chômeurs

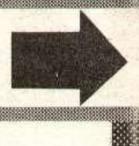
Un an après leur radiation de l'ANPE, les chômeurs perdront leur droit à la Sécurité sociale et devront prendre une assurance volontaire.

## Le ticket modérateur

L'assuré paiera désormais de 5 à 12% des dépenses jusqu'à présent couvertes par les mutuelles.

## Rentabilisation des hôpitaux

Dès 1975, le gouvernement lançait la réforme hospitalière. Sous prétexte d'humanisation des hôpitaux, il s'agissait en fait de rentabiliser au maximum ces établissements. Cette politique a été poursuivie avec une encore plus grande ampleur ces temps derniers. Les dépenses hospitalières représentent 48% des dépenses médicales. 70% des dépenses hospitalières sont dues aux dépenses de personnels. Le gouvernement d'un côté, réduit le nombre de lits et de l'autre les effectifs, accentuant au maximum la rotation des malades.



En 1974, il bartait le rappel de la racaille fasciste nour constituer son service d'ordre de candidat. Les tueurs de l'OAS retrouvaient à s'employer. En 1981, il donne sa première interview de candidat à l'organe central de la Nouvelle droite, au magazine des théoriciens de l'inégalité et du racisme, le Figaro Magazine. Il annonce clairement ainsi la couleur. Son septennat qui se prétendait celui du libéralisme fut celui de la remise en cause des libertés, avec une accélération ces trois dernières années. Son règne fut celui du recours fréquent aux violences nolicières, des lois anti-immigrés, des lois antigrèves, d'un nouveau Code pénal archi-répressif, d'une loi électorale antidémocratique, de la Cour de sûreté de l'Etat omniprésente, des prisonniers politiques, du laisser faire pour les terroristes fascistes. Ce fut une information mise sous tutelle sous la houlette de l'ex-collabo Hersant, de la répression contre les radios libres tandis que les monopoles capitalistes controlaient plus étroitement le monde de l'audio-visuel. Ce fut le règne de l'anti-

# 7 ANS DE GISCARD 7 ANS DE TROP

# Le racisme érigé en loi

lent est mauvaise.

d'origine.

L'ordonnance de 45, modifiée le 9 juillet 74, puis le 29 avril 76 limite les possibilités pour les travailleurs immigrés de faire venir leur famille en France. Ils doivent produire des garanties de logement, de stabilité, de ressources, n'atteindre ni au crédit ni à l'ordre public. La commune où ils ont élu domicile ne doit pas dépasser un certain pourcentage d'étrangers. Puis en juin 1977, c'est Barre et Sto-léru qui commencent déjà à désigner les travailleurs immigrés comme les responsables du chômage, en mettant en place « l'aide au retour ».

La loi Bonnet du 10 janvier 80 réglemente l'entrée et le séjour des travailleurs immigrés en France. Lorsqu'ils se présentent à nos frontières, ils daivent avoir des garanties de rapatriement, des autorisations de travail et ne pas menacer l'ordre public. L'internement administratif des travailleurs immigrés, qui ne peuvent ni entrer en France, ni rentrer chez eux, est légalisé —auparavant, ces internements se faisaient clandestinement entre autres à la prison d'Arenc, près de Marseille.

Tous ceux qui n'ont pas leurs papiers en règle, sont l'objet d'une expulsion, c'est-à-dire qu'ils sont interdits de séjour en France pendant cinq ans dans le meilleur des cas, soit à vie.



# L'arbitraire et l'insécurité

Une liste de coups portés aux droits démocratiques, lors du septennat serait trop longue, signalons cepen-

dant, au palmarès giscardien : — MAI 75: mise en plan des quartiers haute sécurité

AVRIL 76: les flics obtiennent le droit de fouiller

sur cet arrêté MAI 76: le substitut Ceccaldi est mis à l'écart pour s'être intéressé d'un peu trop près à une affaire de pé-troliers dans laquelle 8 PDG étaient plongés jusqu'au

- NOVEMBRE 77: le gouvernement français extrade

Klaus Croissant, avocat de Baader

– JANVIER 78: l'association "Légitime Défense" se crée avec la bénédiction du pouvoir, dès lors, des crimes au nom de cette organisation se multiplient

- FEVRIER 78: Monique Guemann, avocate de Klaus Croissant est poursuivie par le Conseil supérieur de la

magistrature - AVRIL 78: Antonio Bellavita, journaliste italien, ayant enquêté sur les Brigades Rouges est extradé
— SEPTEMBRE 78: Peyrefitte limite les permissions

et les libérations conditionnelles des détenus - AVRIL 79 : l'Assemblée nationale vote la loi

sur l'affichage qui, de fait, supprime toute expression politique par affichage non payé

— JANVIER 81: la loi "sécurité et liberté" est publiée

au journal officiel

FÉVRIER 81 : le juge Bidalou est révoqué.

# Pour les libertés

- Abrogation de la Constitution de la Ve République!
- · Libération des prisonniers politiques! Amnistie!
- Dissolution de la Cour de sûreté de
- Abrogation des lois anti-immigrés! • Egalité des droits politiques entre Français et immigrés!
- Interdiction des groupes fascistes et
- Abrogation de la loi anti-casseurs et du nouveau Code pénal!
- Dissolution des CRS et de la gendarmerie mobile!
- Dissolution de la Légion étrangère! Respect et extension des libertés
- Respect du droit de grève, abrogation des lois anti-grève!
- Droit des peuples corse, basque, breton à pouvoir choisir leur destin!
   Institution de la représentation
- proportionnelle aux élections!





Barre : le SMIC? Mais on vit très bien avec le SMIC..

# Les complices du forfait



Ceyrac : le CNPF .c'est tout dire



Pevrefitte : Corses : en prison! Néonazis : libres !



Stoléru: le racisme d'Etat.



Poniatowski : le préposé aux basses œuvres.



Chirac : Moi. premier ministre de Giscard? Je ne me souviens pas ..



Galley: Bokassa? Vous avez dit Bokassa?

# La répression contre les travailleurs

malades hospitalisés, puisqu'au bout de quatre mois d'inoccupation de la chambre, le gérant la reprendrait.

La circulaire Stoléru du 10 juin 80 autorise le refus

de renouvellement des papiers aux travailleurs immi-

grés, si la situation de l'emploi dans laquelle ils travail-

Le décret Imbert, du 31 décembre 79, pose des conditions au séjour des étudiants étrangers en France.

Ils doivent être munis d'une attestation de préinscription, d'une attestation bancaire d'un montant au moins égal aux bourses délivrées par le gouvernement

français. Si au cours de leurs études, ils ne peuvent

plus justifier de ces ressources, s'ils n'obtiennent pas le DEUG (Premier diplôme universitaire) en trois ans,

s'ils essuient un échec, et désirent se réorienter, ils sont refoulés. De plus, juste après l'obtention de

leurs diplômes, ils doivent rentrer dans leur pays

La circulaire Bonnet de 1980 autorise la police des

Enfin, c'est aussi le projet de loi d'Ornano qui sti-

D'autre part, cette nouvelle législation permettrait d'expulser du foyer les chômeurs, puisqu'il faudrait produire les trois fiches de paie les plus récentes, les

pule que les travailleurs immigrés, les handicapés, les

personnes âgées, les jeunes vivant en foyer, ne sont pas des locataires, mais des résidents. A ce titre, les perquisitions, les visites des gérants dans les chambres seraient autorisées, la grève des loyers impossible.

frontières à refouler tout touriste étranger (1), même

avec des papiers en règle, s'ils ont une tête de travail-

leur, ou d'étudiant clandestin .

Qui peut dire que le septennat giscardien n'a pas fait preuve d'innovation en matière sociale?

Procès aux syndicats pour exiger des indemnités pour "préjudice à l'entreprise" après une grève Interdictions professionnelles dans la function pu-

Et surtout chasse aux militants dans les entreprises. En quatre ans, le nombre de licenciements de délégués a été multiplié par cinq en dépit de leur protection lé-gale: 923 en 1974, et 4652 en 78. Fait absolument nouveau, le ministre du Travail a pu autoriser ces licenciements réclamés par le patronat contre l'avis des services de l'inspection du Travail. Ainsi, rien que pour l'année 77, 243 délégués étaient chassés de l'entreprise sur décision ministérielle.

Le septennat giscardien est également celui de la violence contre les travailleurs en lutte :

MARS 1976: les viticulteurs manifestent et bloquent le trafic dans le Languedoc-Roussillon; Emile Pouytes -vigneron- est tué par les CRS

JUIN 1977: un commado fasciste assassine Pierre Maître, ouvrier syndicaliste présent au piquet de grève des Verreries Champenoises

JANVIER 1979: le pouvoir envoie 15 militants politiques tahitiens à la prison de Fresnes

 23 MARS 1979: une immense manifestation réunit la population pour s'opposer aux licenciements dans la sidérurgie. Les CRS attaquent, la police rafle, les tribunaux envoient des manifestants en prison

Mai 1979: des militants sidérurgistes sont interpellés et écroués, lors d'une manifestation à Longwy - JUIN 1979: la cour de sûreté de l'État envoie 21

corses en prison FÉVRIER 1980 : la répression policière commence à s'abattre sur les habitants de Plogoff qui refusent la

centrale nucléaire - Au 1er JANVIER 1981 : 20 détenus politiques bretons étaient emprisonnés, leur peine a purger allant

de 4 ans à 30 ans

# Au fil des événements

Pierre Bauby a pris position au fil des événements qui ont ponctué l'actualité de ces derniers mois ... En voici quelques exemples Mercredi 18 Mars
18 h 55
Tribune libre FR3

Pierre BAUBY le candidat

Contre Giscard-Barre
Contre la guerre

#### 9.07 : COUR DE SURETÉ DE L'ETAT (condamnation de Colette Meynard et de 2 militants corses)

« Comme lors des procès précédents, la Cour n'a nullement tenu compte des témoignages, ni des arguments avancés par les avocats de la défense. Cela démontre une nouvelle fois que les verdicts sont prêts d'avance, qu'ils correspondent aux directives du pouvoir »

#### 15.07: JEUX OLYMPIQUES A MOSCOU

« Les jeux sont utilisés (par les soviétiques) à des fins de propagande, de prestige. Ils veulent utiliser l'image pacifique attachée aux Jeux pour mieux pouvoir faire la guerre. Il y a loin de la façade moscovite aux réalités afghanes. »

# 1.09: PREMIERE VICTOIRE DES OUVRIERS POLONAIS (les accords de Gdansk)

« Les accords signés dimanche constituent un acquis non négligeable pour les ouvriers polonais en grève depuis deux mois. Notamment le droit de grève qui est enfin obtenu et la possibilité de constituer des syndicats indépendants du pouvoir. »

#### 12.09: LE PROJET DE BUDGET 1981

«Au delà de la non-augmentation des impôts sur le revenu, élection présidentielle oblige, les autres mesures (...) conduisent à aggraver encore la situation des travailleurs.

Plus que jamais, l'unité de l'ensemble des travailleurs pour défendre leurs droits et faire face à l'attaque de Giscard-Barre-Ceyrac est nécessaire. Ceux qui s'y dérobent portent une lourde responsabilité.»

#### 17.09: POUR LE MAINTIEN DU SIEGE DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

«...Exige application Résolution 19 novembre 1979» (extrait du télégramme envoyé à Kurt Waldheim secrétaire général de l'ONU)

« De la même façon, exige du gouvernement français qu'il soutienne cette position (de maintien), qu'il demande le retrait des troupes soviéto-vietnamiennes (pour) permettre au peuple cambodgien de décider fui-même de son destin »

#### 19.09 : CONTRE LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE

«... qui engendre dans tous les secteurs des situations aussi scandaleuses que celle du veau aux hormones, et dont l'objectif est de dégager des profits gigantesques pour les gros, les firmes agro-alimentaires et le Crédit Agricole.»

#### 29.09: APPEL A LA MANIFESTATION DEVANT LE MEMORIAL DU MARTYR JUIF INCONNU (suite à des attentats néo-nazis)

#### 3.10: ATTENTAT RUE COPERNIC

Appel, (le 4.10) à participer massivement aux arrêts de travail et manifestations du lendemain, pour « exiger que ses auteurs et leurs complices, en particulier dans la police, soient arrêtés et châtiés, et que les groupes fascistes et racistes soient mis hors d'état de nuire. »

#### 8.10: LES CANDIDATURES LE PEN ET GAU-CHON DOIVENT ETRE INTERDITES

«Tolérer (leur) participation... à la campagne présidentielle, ce serait considérer le racisme comme une opinion parmi les autres, alors que la loi l'interdit et . qu'il débouche sur des activités criminelles. »

#### 20.10: ATTENTAT DE LA RUE COPERNIC (suite)

«... Vigoureuse protestation contre la décision de M. Bonnet de porter plainte contre les responsables des syndicats de policiers qui avaient révélé l'appartenance à la police de plusieurs membres des groupes néo-nazis.»

#### 23.10: RENAULT RACKETTE LES SYNDICATS

« La CGT est condamnée suite à la grève du zèle menée en février 1975 à Renault Le Mans . Elle devrait payer ce que la direction de la Régie appelle le "préjudice " subi. (...) C'est un grave coup porté au droit de grève et aux libertés syndicales. »











# 26.10: REPRESSION CONTRE RADIO DUFOUR CFDT ET RADIO QUINQUIN CGT

« C'est à une attaque en règle des libertés démocratiques que procèdent gouvernement et patronat »

#### 4.11: PROJET PEYREFITTE: 50 millions de suspects

« (C'est) une profonde remise en cause des libertés (...) Le pouvoir se donne des moyens répressifs supplémentaires pour imposer les restructurations — au bénéfice des monopoles — et les licenciements, la baisse du pouvoir d'achat. Il veut un code capable d'intimider tout mouvement social.»

# 9.11 : PLAINTE DE PEYREFITTE CONTRE LE

« Non au diktat et au chantage »

# 12.11: CONFERENCE DE MADRID: un bilan

« Les illusions entretenues sur une prétendue détente accentuent au contraire les menaces qui pèsent sur la paix mondiale et la sécurité en Europe. »

#### 9.11: CONFERENCE ANNUELLE (revenus agricoles)

«La solution des problèmes les plus aigus de la paysannerie laborieuse ne passe pas, et ne peut passer par la concertation et la Conférence annuelle (...) (Elle) ne revendique pas l'assistance gouvernementale, mais aspire à vivre dignement de son travail (...) Le passé récent a montré que c'est par la lutte (qu'elle) peut obtenir plus de justice. »

#### 10.12 : MISE A L'ECART DE LOUIS JOINET DE LA COMMISSION INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

« Pour le gouvernement, le progrès informatique est surtout un instrument de profit, de contrôle social et de répression. »

#### PROCES BASTÉLICA-FESCH (CORSE)

22.12 : « Déni de justice, on ne peut qualifier autrement ce qui entoure (cette) affaire (...) dont le pouvoir porte l'entière responsabilité. »

3.01.81: (Nous) « exigeons : — la libération immédiate des 8 emprisonnés (autonomistes)... leur acquitement. — le démantèlement de l'officine Francia et l'inculpation des barbouzes. (...) Il est urgent que le pouvoir reconnaisse qu'il y a un problème corse...»

13.01 : « Le procès (...) le plus inique que la Cour de sûreté de l'Etat ait connu (...) c'est la négation même de la justice. »

11.02 : (Verdict) « Le gouvernement, niant ainsi (en condamnant les inculpés) toute possibilité d'évolution, porte l'entière responsabilité de la dégradation de la situation et du recours à la violence. »

#### 19.01: LETTRE AU CONGRES EXTRAORDI-NAIRE DU PS ET AU CC DU PCF

« Compte tenu de l'importance des questions en débat (...) il nous semble indispensable, qu'en cohérence avec vos déclarations pour la défense de la liberté d'expression et de la démocratie, vous reveniez sur les consignes données à vos élus de ne pas parrainer d'autres candidats que celui de votre parti »

#### 27.01: CONFERENCE DE GISCARD sur la politique étrangère

« - impérialiste en Afrique (...)

— conciliatrice à l'égard de ceux qui aujourd'hui menacent la paix mondiale (...)»

#### 10.02: QUE PENSER DE L'AFFAIRE DE MON-TIGNY?

«Le pouvoir porte la responsabilité première en matière d'immigration — lois racistes, expulsions... comme sur le problème de la drogue où il ne s'en prend jamais aux gros bonnets.

\*(...) La politique mise en pratique par certains élus du PCF ... non seulement n'aide pas à résoudre les problèmes, mais au contraire accentue la confusion, aggrave les divisions déjà existantes chez les travailleurs... »

#### 17.02: CGT/ANTENNE 2

« On ne saurait s'étonner que n'ayant jamais droit à la parole à la radio-télévision, des jeunes aient voulu poser leurs graves problèmes (...) et aient bousculé un peu les traditions habituelles de la radio-télévision. »



# L'expansion soviétique

Guerre en Afghanistan. Guerre au Cambodge. Guerre en Erythrée.

Guerre en ?

Des hommes assassinés dans les prisons, des millions de réfugiés fuyant la famine, les bombes, les hélicoptères et les chars russes. Et Brejnev qui déclare au XVIe Congrès du PCUS : « Nous défendons la paix ».

Non, la paix sur des monceaux de cadavres, la paix des morts-vivants réduits en servitude, nous n'en vou-

Nous exigeons le retrait des troupes étrangères d'Afghanistan, du Cambodge, d'Erythrée.

Nous préconisons des mesures de rétorsion économique contre l'URSS jusqu'au retrait de ses troupes des pays envahis.



# **USA: la défensive meurtrière**

San Salvador : 12 000 assassinés en 1980 sur 4 millions d'habitants, soit 3 pour 1 000.

En décembre, les USA rétablissent puis doublent ur aide à la dictature militaire.

En janvier, Reagan va plus loin : le nombre de conseillers américains spécialistes de la lutte antiguérilla passe à 850. Sous prétexte d'empêcher la pénétration soviéto-cubaine au Salvador, le nouveau No 1 américain ne recule pas devant la solution extrême, radicale, le meurtre généralisé du peuple salvado-

Reagan avait dit dans son discours électoral : «Je veux une amérique forte et respectée». Jusqu'où descendra-t-il dans l'horreur pour montrer à la face du monde qu'il faut prendre ses menaces au sérieux?

A bas la politique de domination et d'agression méricaine envers les pays du Tiers Monde!



# Giscard sur les traces de Daladier

L'argent reste l'argent et la bourgeoisie française égale à elle-même dans la turpitude.

A la veille de la Deuxième guerre mondiale, Daladier court à Munich serrer la main d'Hitler.

Aujourd'hui, c'est Giscard qui court à Varsovie rencontrer Breinev, au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan. Et ainsi, Creusot-Loire pourra vendre son superbe complexe sidérurgique à l'URSS.

Nous combattons toutes les tendances à la capitulation face aux préparatifs de guerre de l'URSS et à la soumission devant les pressions des USA.

Nous préconisons l'introduction dans la Constitution d'un article interdisant la capitulation en cas d'occupation de la France par une puissance étrangère, déclarant anticonstitutionnel tout traité avec un occupant.

Nous sommes pour la création d'un réseau de protection civile antinucléaire, pour le maintien de la conscription, contre une armée de métier, pour une instruction sérieuse du contingent.





## La course aux armements



Dans le domaine de l'armement, l'arrivée de Reagan à la Maison Blanche marque une nouvelle escalade dans la rivalité USA-URSS.

Reagan annonce une augmentation du budget militaire pour 81, tandis que la flotte américaine de l'océan Indien est renforcée, en réponse à l'invasion soviétique de l'Afghanistan.

Toutefois, l'évolution en faveur de l'URSS est très

en 1965, les dépenses militaires américaines représentaient 36,1% des dépenses militaires mondiales contre 24,7% en 1979.

L'URSS passe, elle, de 22,2% à 24% au cours de la même période.

En 1977, les effectifs militaires américains atteignent 1,9 millions d'hommes (actifs) contre 3,3 miltions pour l'URSS.

En 1979, l'URSS possède 680 armes nucléaires euro-stratégiques contre 180 pour les USA.

Nous militons en faveur du désarmement général,

simultané et contrôlé, pour le démantèlement des bases militaires situées

sur des territoires étrangers, pour la destruction simultanée des armement nucléaires et conventionnels, notamment les bases de fusées soviétiques SS20 pointées sur l'Europe de l'Ouest, pour la non-introduction des fusées Pershing américaines, pour la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

Un monde sans armes, sans armées et sans guerre: le rêve de l'humanité.

Et pourtant, à qui la faute si les Salvadoriens se dressent contre la dictature sanguinaire, si les Afghans et les Cambodgiens se battent dans leurs montagnes enneigées et leurs forêts tropicales?

Le combat des peuples que nous soutenons sans réserve contre l'impérialisme américain n'est pas terminé, mais un autre front s'est ouvert. Les peuples afghan, cambodgien, érythréen, y sont en première ligne.

Et s'ils se battent directement pour leur indépendance mise en danger par l'armée soviétique, c'est aussi la paix mondiale qu'ils défendent ainsi. Voilà pourquoi, face à la montée du danger de guerre résultant de la rivalité soviéto- américaine, nous considérons que les plus proches alliés de notre peuple sont les peuples et pays du Tiers Monde.



# La lutte des peuples

Zimbabwe-Iran-Nicaragua: 3 peuples du Tiers Monde, 3 continents, 3 victoires. Toutes remportées sur des dictatures pro-occidentales.

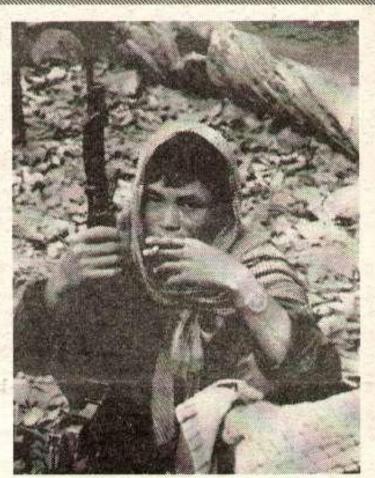
Palestine-Afrique du Sud-Corée-Salvador...:l'im périalisme américain et ses alliés sionistes, racistes, fascistes au pouvoir... n'ont pas fini d'en voir. MAIS AUSSI

Afghanistan- Cambodge- Laos- Vietnam -Erythrée-Pologne: un nouveau front de combat se dessine à l'échelle internationale, celui des peuples qui refusent la botte soviétique.

Et notre soutien va à TOUS ces peuples:

- pour une aide politique, sanitaire et en matériel militaire aux peuples victimes des agressions de l'URSS et des USA

- contre les tentatives visant à leur imposer la ca





# Le non-alignement

Tito, le rassembleur de l'immense majorité du Tiers Monde autour de quelques idées force qui animent le combat de ceux que l'on appeile les pays non alignés. Ils se battent ensemble

contre la politique des blocs, appliquée par Moscou et Washington

contre le découpage du monde en sphères d'in

- contre l'impérialisme, contre l'hégémonisme

- pour un nouvel ordre économique internatiooù les pays anciennement colonisés ne seraient pas les éternels perdants etc..

ment le mouvement des non-alignés en tant que son d'aller faire risette à Brejney, à Varsovie. Et ce n'est ossature organisationnelle et politique) affaiblissent



les grandes puissances qui sèment la guerre et la déso-

Voilà pourquoi Giscard aurait beaucoup mieux Ainsi, les pays du Tiers Monde (et plus particulière- fait de rendre un dernier hommage à Tito plutôt que pas qu'un symbole!

# La politique impérialiste de la France 7 ans de Giscard : et toujours le pillage des colonies,

les coups d'Etat à la Bob Denard, les interventions militaires en Afrique, les « mon cher parent quels beaux diamants », le silence sur les crimes en Corée du sud et en Turquie. Comment voulez-vous aprés ça, avancer dans la solidarité de l'Europe et du Tiers

Nous luttons pour le droit à l'indépendance des colonies françaises, pour le retrait des troupes françaises stationnées en Afrique, pour la restitution des bases militaires aux pays où elles se trouvent, pour la reconnaissance de l'OLP, pour la rupture des relations avec l'Afrique du Sud et Israël, pour la reconnaissance diplomatique de la Corée du nord et du Kampuchea démocratique.



# Le nouvel ordre économique



Des millions d'enfants du Tiers Monde meurent de faim chaque année. Giscard and Cie versent des larmes de crocodile.

Mais quand il s'agit de répondre favorablement aux pays du Tiers Monde qui veulent augmenter les prix de leurs produits, alors là, il n'y a plus personne. Au contraire, le Tiers Monde - surtout les producteurs de pétrole - devient l'ennemi numéro 1. Et nos hommes d'affaires, d'oublier aussitôt que le tracteur vendu au Niger vaut 2 ou 3 fois plus cher qu'il y a quelques

Et nos anciens colons d'oublier derechef que la famine au Sahel, ils en portent une sacrée responsabilité avec leur politique agricole démentielle. Et nos industriels de construire sans sourciller leurs usines en Afrique noire, là où la main d'œuvre coûte un prix dérisoire.

Et nos trusts agro-alimentaires de faire cultiver des haricots verts (de luxe, ultra fins, 18F le kilo à Paris) par des paysans sénégalais qui n'ont même plus assez de céréales pour eux-mêmes.

Alors, assez d'hypocrisie! Ce qu'il faut, c'est que la France reconnaisse les revendications du Tiers Monde pour un nouvel ordre économique mondial, qu'elle paie les matières premières à un juste prix, fixé par les pays producteurs eux-mêmes, que la coopération avec ces pays réponde à leurs besoins de développement, et ne les enfonce pas davantage.

# Souscription «présidentielles»

Pierre BAUBY, le candidat du PCML a jusqu'à ce jour mené une campagne active mais placée sous le signe de l'économie. Les initiatives que le PCML envisage de prendre dans le cadre de la bataille politique des présidentielles vont nécessiter désormais des dépenses plus importantes. Celles-ci ne pourront être couvertes que grâce au soutien financier de ceux qui apprécient notre combat.

Adressez vos dons au CCP spécial « souscription présidentielle»:

Humanité rouge - 30 22 672 D. La Source

# **ABONNEMENT** SPECIAL PRESIDENTIELLES 3 mois 45F

S'abonner, faire abonner à notre hebdo, en utilisant cette formule « spécial-présidentielles » ...:

-c'est suivre la campagne présidentielle dans un hebdo qui s'efforce de poser les vraies questions, fournit les points de vue du parti et fait écho à l'action du candidat du parti, Pierre Bauby. « Contre Giscard, contre la querre » : c'est l'axe d'action et de réflexion de notre hebdo pendant les semaines qui viennent;

-c'est fournir la possibilité à un ami, à un compagnon de travail, à sa section syndicale de recevoir l'hebdo pendant 6 semaines gratuitement;

-c'est recevoir le numéro du 4 mars principalement consacré à la campagne en supplément;

-c'est acheter L'Humanité rouge à l'ancien prix, 3 mois pour 45 francs!

	Je m'abonne à la formule spécial- présidentielles :					
	Nom:					
	Adresse :					
	Envoyer l'hebdo gratuitement pen-					
	dant 6 semaines à :					
	Nom:					
	Adresse :					
Renvoyer ce bulletin à : L'HUMANITÉ ROUGE BP 201						
75926 Paris Cedex 19 Réglements à l'ordre de :						

Fondateur : Jacques JURQUET. Directeur politique : Pierre BURNAND. Rédaction : Gilles Carpentier, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers. Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau. Administration : Max Durand. Imprimé par APDA - Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi. L'HUMANITÉ ROUGE — BP 201 — 75926 Paris Cedex 19 — CCP : 30 226 72 D La Source — Commission paritaire : No 57952 — Dépôt légal : 1er trimestre 1981.

# **ENTRETIEN AVEC** PIERRE BAUBY

# Lutter, s'unir, débattre, il n'y a pas d'autre voie pour en sortir

■ Comment caractériser la situation de la classe ouvrière, à la veille des élections présidentielles?

La situation de la classe ouvrière aujourd'hui, elle est dure, elle est difficile. L'attaque qui a été menée par le gouvernement et le patronat, en particulier depuis 1976, a porté ses fruits. Il y a trois fois plus de chômeurs qu'il y a 7 ans. Le pouvoir d'achat est en baisse. Les atteintes aux libertés se sont multipliées dans tous les domaines et plus spécialement à l'encontre des syndicats. Ceci pour tenter non seulement de marquer des points aujourd'hui, mais aussi pour affaiblir dans son ensemble le mouvement ouvrier.

C'est donc une situation où la classe ouvrière est sur la défensive, où elle encaisse des coups, où elle se bat dos au mur, et où, en plus, elle n'a pas, à proprement parler, de perspectives politiques pour un changement réel de cette situation à

#### m Cette situation ne s'est-elle pas aggravée aprés l'echec de la gauche en 78?

Il est certain que le programme commun a représenté pour bon nombre de travailleurs et de militants du mouvement ouvrier une perspective de changement. La rupture de la gauche, en septembre 1977, l'échec électoral en 78, ont été percus par bon nombre de travailleurs et de militants du mouvement ouvrier comme un échec. Bien entendu, le gouvernement en a profité de son côté, pour accélérer son offensive contre la classe ouvrière, contre les acquis dans tous les domaines.

#### ■ Comment agir alors,et sur quelles bases? Et vers quels objectifs?

Ce reflux est dû à plusieurs éléments : l'attaque du gouvernement et du patronat et le fait que cette attaque enregistre des résultats - c'est indiscutable; l'absence de perspective qui contribue à rendre difficile la mobilisation; la division et les polémiques incessantes entre les organisations syndicales - en particulier CGT et CFDT - qui contribuent aussi à la démobilisation et aux difficultés actuelles pour organiser la lutte.

Dans cette situation, ce que nous proposons dans notre campagne électorale, et à travers l'activité de l'ensemble des militants, c'est essentiellement trois cho-

La première, c'est d'appeler à la lutte. Il n'y a pas d'autre voie, d'autre issue possible pour résister aux attaques du gouvernement et du patronat, que l'action, que la lutte.

Ce n'est pas en présentant les licenciements ou telle mesure gouvernementale comme fatals, que l'on peut aujourd'hui contribuer à défendre les intérêts des travailleurs. Toute proposition de consensus, d'acceptation de la crise et de ses conséquences, d'acceptation des restructurations, contribue encore plus à démobiliser.

Le deuxième aspect, indissociable de cet appel à la lutte, c'est l'appel à l'unité.

Il n'y a pas d'autre voie non plus aujourd'hui que de s'unir face aux attaques du gouvernement et du patronat. Pas d'autre issue que d'unir l'ensemble des travailleurs dans la lutte et pour la lutte, et en particulier dans ce cadre-là, d'œuvrer à l'unité d'action syndicale entre la CGT et la CFDT. Car les travailleurs, qu'ils soient CGT ou CFDT, ou encore non syndiqués, sont tous confrontés aux mêmes problèmes. Ils ont fondamentalement les mêmes intérêts. La politique du PCF va à l'encontre de cette nécessité de l'unité. Prenons, par exemple, ses récentes initiatives par rapport à la question de l'immigration. Ces dernières années, le gouvernement et le patronat ont pris de multiples mesures, lois, décrets, ont expulsé les travailleurs immigrés. Ils ont toléré mais aussi encouragé le développement d'organisations racistes, fascistes. Face à ces attaques, les travailleurs français et immigrés doivent s'unir contre leur ennemi commun. C'est par rapport à cela que les prises de position, les actions menées ces derniers temps par le PCF sont particulièrement graves, car au lieu d'unir les travailleurs français et immigrés contre leur ennemi commun, elles contribuent à les diviser plus.

Cette nécessité de l'unité, on en fait un des axes essentiel de notre travail.

Le troisième aspect de notre combat c'est de bien clarifier dans le mouvement ouvrier sur quoi s'unir et pour quoi lutter, contre qui, avec quels objectifs. C'est le débat qui doit exister parmi les travailleurs, au sein du mouvement ouvrier sur les grandes questions qui se posent aujourd'hui.

#### m Contre qui s'unir?

Aujourd'hui, les intérêts des travailleurs sont menacés bien sûr par les attaques du gouvernement et du patronat, mais aussi



par l'aggravation de la situation internationale. Par les dangers de guerre qui se développent du fait de la rivalité des deux superpuissances impérialistes que sont les USA et l'URSS. Faire reculer ce danger de querre, c'est un des objectifs de l'action à mener aujourd'hui.

Mais, il y a aussi - j'en parlais tout à l'heure - la nécessité de l'action. Il n'y a pas d'autre voie possible que la lutte, que l'action face à tous les risques de collaboration de classe qui existent aujourd'hui.

La démobilisation, l'absence de perspectives politiques, ne sont-elles pas liées à ce que certains appellent la faillite du socialisme? Et est-ce que le débat ne porte pas aussi sur ces questions-là?

Le fait que l'URSS se soit transformée de premier pays socialiste en une superpuissance impérialiste, joue aujourd'hui un rôle important dans la démobilisation, dans l'absence de perspective. C'est même sans doute l'élément essentiel aujourd'hui qui fait que bon nombre de travailleurs ne croient pas à la possibilité de transformer en profondeur la situation et de remettre en cause fondamentalement l'exploitation de l'homme par l'homme.

La révolution en France, ce n'est pas pour demain ...

A cet égard, il faut reparler du programme commun. Ce dont je n'ai pas parlé tout à l'heure, c'est qu'il ne constituait pas une perspective réelle permettant de résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs -et c'est ce que nous n'avons cessé de dire à l'époque. Il n'y a pas d'autre voie pour s'attaquer au chômage, à la baisse du pouvoir d'achat, aux atteintes aux libertés, que de remettre en cause le système capitaliste. Les stratégies, profondément divergentes d'ailleurs, proposées aujourd'hui par le PCF et le PS ne résolvent ni l'une ni l'autre les problèmes des travailleurs, parce que ni l'une ni l'autre ne remettent en cause en profondeur le capita-

#### ■ Cela peut surprendre aujourd'hui de dire que la stratégie du PCF ne remet pas en cause le capitalisme?

Examinons certaines de ses propositions La première, d'axer l'ensemble des propositions qui sont faites autour de mots d'ordres comme «Produisons français». Ces objectifs reviennent à se situer par rapport à la concurrence capitaliste internationale, à inventer une communauté entre les travailleurs et leurs patrons. Qui eux, effectivement, essayent dans cette concurrence internationale de se situer le mieux possible. Par conséquent, ces propositions ne remettent pas en cause le caractère impérialiste de notre pays. Qui pourtant reste aujourd'hui une caractéristique essentielle de la société française à tous points de vue.

Le deuxième aspect, c'est de situer ses propositions dans le cadre de la stratégie offensive actuelle de l'Union soviétique et de placer les perspectives qu'il propose aux travailleurs en France dans la foulée de cette offensive. Ce qui nous semble très grave. Car l'offensive actuelle de l'URSS, son offensive hégémoniste partout dans le monde avec comme objectif la mainmise sur l'Europe, est fondamentalement contraire aux intérêts des travailleurs français.

#### Ce désaccord de fond avec la ligne du PCF empêche-t-il l'unité d'action?

La question de l'unité, se pose de deux manières complémentaires. Elle se pose d'abord dans chaque usine, dans chaque quartier, face à chaque attaque du gouvernement et du patronat. Et là, quelles que soient les divergences stratégiques sur telle ou telle question, la nécessité de la bataille pour l'unité des travailleurs pour y faire face, est une bataille qu'il faut mener et aucun préalable ne doit être accepté

C'est une unité pour se défendre, pour

empêcher gouvernement et patronat de marquer encore plus de points contre nous.

Il y a aussi d'autres manières de poser

la question de l'unité. Pour changer fondamentalement la situation des travailleurs, il faudra en finir avec le système d'exploitation capitaliste. Il n'y a pas d'autre voie que celle-là. Cela suppose de construire une unité des travailleurs sur une perspective qui corresponde réellement, fondamentalement, à leurs intérêts. Une unité qui soit donc, à la fois, anticapitaliste et anti-impérialiste. C'est tout un processus qui mènera à cette unité là, et il n'y a pas de raccourci historique en prônant la réconciliation du PCF et du PS ou en prônant des accords électoraux «gadgets » ou des choses de ce style, qui permettront de résoudre cette question. C'est tout un débat qu'il faut mener dans le mouvement ouvrier, toute une clarification politique pour définir, à la fois, un socialisme qui réponde aux caractéristiques actuelles de la France -un pays impérialiste qui pille le Tiers Monde -et aussi pour chercher les moyens pour parvenir à ce socialisme.

#### Les moyens, justement parlons-en. II faut un parti pour conduire la lutte pour le socialisme. Alors ce parti, c'est le PCML?

Notre parti, est né de militants qui ont, il y a une quinzaine d'années, été exclus du Parti communiste français sur la base d'un certain nombre de divergences qui existaient à l'époque et qui demeurent maintenant, la question de la lutte contre l'impérialisme français, en particulier pour soutenir le FLN en Algérie, la question de la stratégie de la révolution dans un pays comme le notre, l'ensemble des questions du Mouvement communiste international, tout cela a été à la base de la création de notre parti.

Le fait qu'on insiste à la fois sur la nécessité du combat anticapitaliste et anti-impérialiste est toujours d'actualité. Depuis le début, nos camarades et notre parti estiment, compte tenu des di-

vergences importantes qui existent avec la stratégie du Parti communiste français, qu'il faut reconstruire, aujourd'hui, en France un Parti communiste correspondant réellement aux intérêts des travailleurs.

Nous ne prétendons pas être ce Parti communiste dont les travailleurs ont besoin. Nous nous attachons à le construire par les luttes, les débats que nous impulsons avec tous les travailleurs

Avec qui le construirons nous? Avec tous les communistes en particulier ceux qui sont aujourd'hui organisés au PCF, avec tous les militants du mouvement ouvrier qu'ils soient à la CGT ou à la CFDT et qui cherchent une issue à la crise. Tous ceux qui veulent trouver la voie pour en finir avec le capitalisme et l'impérialisme. En luttant dans l'unité avec eux et en débattant avec eux nous contribuons d'ores et déjà à dégager une perspective qui permettra la mobilisation des travailleurs et de forger le Parti communiste dont les travailleurs ont besoin en France.

#### ■ Que fera le PCML au second tour?

La politique de Giscard est claire, sa réélection aggraverait considérablement les attaques du gouvernement et du patronat contre les travailleurs et compromettrait plus encore leurs acquis.

Le problème qui se pose immédiatement c'est, quoi d'autre? Il ne s'agit pas de dire simplement Giscard on connait, il faut aussi se poser la question : quelle politique mènerait un candidat de gauche? Le seul qui a des chances de pouvoir être élu, c'est Mitterrand. Nous ne pensons pas juste de dire aujourd'hui qu'en toute hypothèse, quelles que soient les circonstances, sans aucune précision, il faudrait appeler

De ce point de vue, de nombreux travailleurs, tout comme nous, se posent la question, quelle politique menerait Mitterrand?

Tout d'abord, des hommes politiques, d'étiquette de gauche, élus, qui ensuite ont fait une politique de droite, ça a déjà existé dans notre pays.

Deuxièmement, quand on voit ce que fait Schmidt en RFA, c'est identique à ce que font Giscard et Barre en France. Ces deux points ne sont pas pour inciter les travailleurs à signer un chèque en blanc à Mitterrand ou à quelque candidat de gau-

Quel que soit le président qui sera élu le 10 mai prochain, il n'apportera pas de changement fondamental à la situation des

A partir du moment où Mitterrand accepte les lois du capitalisme, il ne saurait en remettre en cause les fondements dans notre pays, il sera amené à avoir la même politique de restructuration que le gouver-

Pour la question du second tour, il faut qu'il y ait un minimum d'engagement sur des questions essentielles, et nous les poserons au candidat le mieux placé.

S'engagera-t-il par exemple, à abroger toutes les atteintes portées par le gouvernement Giscard-Barre et le patronat, aux libertés, la loi Peyrefitte bien sûr, mais aussi la restriction du droit de grève, et les coups aux libertés syndicales?

S'engagera-t-il à abroger toutes les mesures, lois, décrets, circulaires, prises à l'encontre des travailleurs immigrés, ce qui est très important aujourd'hui pour eux, mais demain contribuera à forger l'unité des Français et des immigrés, de la classe

S'engagera-t-il a une véritable expression démocratique de toutes les composantes du mouvement ouvrier, par exemple en instaurant la proportionnelle immédiate et intégrale pour toutes les élec-

S'engagera-t-il à apporter une aide, non seulement morale, mais aussi réelle aux peuples qui luttent contre l'une ou l'autre des superpuissances, le peuple afghan par exemple?

C'est en fonction des réponses apportées à ces engagements, que l'on pourra voir si l'élection d'un candidat de gauche sera, non pas la résolution des problèmes, mais un moindre mal et permettrait en tout cas d'améliorer les perspectives de lutte de la classe ouvrière.



#### BOULOGNE'

#### Il faudra continuer à se battre

Cela a été dommage pour

nous, marins, pour notre

lutte - car elle a contribué

à nous mettre à dos une

bonne partie de la popula-

D'autant qu'il existe

J.C. Butor : Bien sûr, les

marins ne comprennent pas

quand on fait des réunions

ment concevez-vous le rôle

de soutien d'un parti?

chez les marins..

Entretien avec Mrs Bonvoisin et Butor, secrétaire et secrétaireadjoint de la CGT des marins pêcheurs

A l'Union locale, où P. Bauby est recu vendredi matin, l'atmosphère est cordiale et détendue. une solidarité traditionnelle

Nous sommes venus écouter et aussi apporter notre soutien. L'entretien com-

séparées. L'unité, elle est Où en est votre lutte? mportante. Et cela même s'il existe des différences J.C. Butor: Les armateurs d'appréciation. Lors de notre durcissent leur position. Les lutte par exemple, la CFDT marins, quant à eux, ont rea fait reprendre le travail sur tardé l'appareillage de cerdes illusions qui se sont avétains bâtiments - pour perrées fausses. Et on est reparti cevoir le reste de la prime sans avoir quasiment rien gade fin d'année.

Mais nous sommes au point mort. Les armateurs vont faire des propositions de convention collective, à se faire. C'est-à-dire qu'ils continueront de demander la diminution des effectifs en faisant du chantage à la vente de bâtiments.

Du fait de la mobilisation, on est reparti à 22, mais on a été débouté devant le tribunal des référés.

Nous avons surtout des craintes pour le mois de mai.

P. Bonvoisin : Les 9 et 10 mars, la Commission de Bruxelles se réunira. Il faut bien Par exemple, nous sommes réunis ce soir, 18 février, qui est un point essentiel voir qu'ils sont en train de sous la tutelle du ministère dans le quartier des Bois- si on ne peut pas s'unir à la liquider la pêche maritime des Transports. Il nous faut Blancs, à l'initiative du base pour lutter ensemble avec l'aide des Britanniques. Les Britanniques deman-

dent en effet 12 miles au sein des 200 miles communautaires - ce qui, à terme, signifie la mort de la pêche artisanale. Dans le Nord, ils récla- agro-alimentaire, seuls reste-

ment une ceinture de 50 miles ce qui serait la condamnation pure et simple de la pêche industrielle. Ils ne un but? respectent pas le droit historique des marins français à pêcher au large de leurs

#### Dù en est l'unité d'action avec la CFDT?

J.C. Butor : Au plan local cela va mieux. Il faut venue des responsables fédéraux et non des locaux.

# UN GANDIDAT SUR LE TERRAIN

Semaine après semaine, il a parcouru

la France, de Lille à Marseille, de Rennes

à Thionville, de la Corse à Melun, de

Clermont-ferrand à Orléans... Il y a ren-

contré des centaines de syndicalistes de

la CGT ou de la CFDT, des militants du

PCF ou du PS, des travailleurs en lutte.

Occasions exceptionnelles pour mieux

connaître la réalité française de 1981,

pour écouter, mais aussi pour apporter

notre contribution à la réflexion pour

pouvoir faire face à la bourgeoisie. Il y

a rencontré aussi de nombreux journalis-

tes de la presse régionale qui, dans leur

très grande majorité, ont rendu compte

de ces visites avec sérieux et honnêteté.

Nord puis dans le Languedoc-Roussillon.

Ces dernières semaines, il était dans le

# Pierre dans le Nord

Du 18 au 21 février, Pierre Bauby était dans le Nord. Tourcoing, Lille, Lesquin, Boulogne, Dunkerque, telles furent les étapes du voyage qui se terminait, tradition nordiste oblige, par le Banquet annuel de la Lyre des travail-

Un double but : contribuer à la clarification de certains problèmes et apporter le soutien du PCML aux luttes des travailleurs, leur donner la parole.

De ce double point de vue le voyage a été réussi. Car les questions posées au cours des discussions avec des militants du PCF, des jeunes, des syndicalistes de la CGT et de la CFDT, des femmes sont celles, comme le réaffirmera P. Bauby à plusieurs reprises « qui se posent non seulement à notre parti, mais aussi à l'ensemble du mouvement ouvrier à l'heure actuelle» : pourquoi la division? Comment la dépasser? L'unité oui, mais pour quoi faire? Quel socialisme? Pourquoi un PCML?

D'autre part, cela a été l'occasion pour le PCML d'enrichir sa connaissance de la réalité, de s'y inscrire plus concrétement, au cours des rencontres et des discussions avec des militants engagés dans la lutte comme ceux de la Papeterie Maresquel, de la SCOP Pilote, des marins pêcheurs ou de la Thomson.

Des confrontations et des contacts très riches d'enseignements dont ce qui suit retrace les moments les plus significatifs.

# HILLE HARMAN

#### Discuter et agir ensemble, c'est possible

sympa : bière et gâteaux. Une trentaine de personnes à l'appel de la cellule J. Maes du PCML. Des syndicalistes Pendant votre lutte, CGT et CFDT, des militants vous avez été soutenu? Com- et sympathisants du PCF du « C'est intéressant. Bien sûr,

car notre problème n'est pas lisme». Mais aussi une pro- l'avais des gauchistes. local. Son rôle, le parti, quel fonde unité dans la lutte qu'il soit, c'est de porter le contre Giscard-Barre, qui des PTT : «J'ai retrouvé problème au niveau national, s'est traduite par une mo- beaucoup de points de conau niveau de Paris, du gou- tion signée par tous les par- cordance, notamment sur la vernement où tout se décide. ticipants : « Les soussignés nécessité de l'unité à la base, un ministre de la Pêche. Si PCML, condamnent la déci- en mettant de côté les diveron intervient pas, d'ici 85, sion des patrons de l'usine gences, alors! Et la motion Boulogne sera complète- Mamet de licencier 9 tra- qui circule actuellement,

#### Et les élections, c'est Après la réunion, quelques réactions « à chaud » :

Non, pas du tout. Les Est-ce que tu crois qu'une élections n'empêchent pas la lutte. Quelle que soit l'issue, réunion comme celle de ce elles ne vont pas résoudre soir est positive? tous les problèmes des tra-

des dernières usines du quar-

-Un militant du PCF : qui doivent lutter pour les ment où on peut réussir à amener des ouvriers à lutter Les programmes, c'est pour une même cause, ça rappeler que la division lors des promesses. Alors, il fau- ne peut pas être négatif.

Mercredi soir, ambiance d'accord au niveau international, à partir du moment où on s'occupe des problèmes des ouvriers dans le coin, y'a pas de problème. » - Une militante du PCF :

ça nous choque un peu votre Des divergences certes, position sur l'Afghanistan et qui apparaissent au travers sur l'URSS. J'avais un peu J.C Butor: Le PCF nous des questions, vives mais peur de venir. Je m'attendais a soutenu. Le rôle d'un parti jamais hostiles : « Votre can- à des discussions plus philoc'est d'informer la popula- didature fait diversion -on sophiques et je me disais tion, de l'unir à nous. C'est ne peut mettre sur le même que je pourrais pas suivre, complémentaire au syndicat. plan les USA impérialistes et en fait c'était assez simple. Le syndicat ne suffit pas, l'URSS, berceau du socia- Ca a changé l'image que

-Une militante CFDT ment étouffé. C'est 8000 vailleurs dont 2 délégués c'est concret, c'est bien. Le emplois (marins et annexes) CGT. Ils appellent l'ensem- combat qu'on vit tous les qui seront supprimés. Bou- ble des travailleurs à soute- jours en tant que syndicalislogne deviendra un port nir toute initiative pour em- tes, s'est retrouvé ici ce soir. pêcher la fermeture de l'une Moi, je m'y suis retrouvée.

# Une même préoccupation : l'unité de la classe ouvrière

# Pierre Bauby en Languedoc

Le Midi c'est, plus qu'ailleurs, le chômage, les bas salaires, et la vie difficile pour la classe ouvrière et les travailleurs. L'Hérault est devenu, avec ses 11,7% de chômeurs, (contre 7,4% en moyenne nationale), le département au taux de chômage le plus élevé de France. Le Languedoc-Roussillon compte en effet, plus de 60000 chômeurs selon les chiffres officiels. L'avenir? C'est le plan du Grand sud-ouest; autrement dit, rien à en attendre si ce n'est l'accélération de la liquidation des petits paysans et des entreprises jugées peu rentables. Ici, pas de créneaux industriels de pointe, mais bien 2500 licenciements de plus d'ici 1982. Une région frappée par le chômage où l'essentiel des luttes qui se mènent sont des luttes défensives pour préserver l'emploi. C'est une réalité qu'a vue notre candidat qui a rencontré des syndicalistes CGT d'Eurocéral (750 licenciements pour fin 81), la section CFDT de Sud Couleur à Montpellier (une vingtaine de licenciements) et le syndicat CGT de Valexy (ex Vallourec) à Bessèges, où plus de 500 licenciements ont eu lieu en 18 ans, et où c'est la vie de ce canton qui est menacée. Mais également, même si c'est plus rare, des travailleurs et un syndicat CGT qui sont à l'offensive pour les salaires et les conditions de travail comme ceux de la Société Montpellierenne de Transport Urbain (SMTU). C'est contre cette réalité difficile que Pierre Bauby a appelé à combattre dans l'unité lors du meeting du parti à Montpellier qui a rassemblé une centaine de personnes.

# mmmmmmm Eurocéral

## Un appel à la lutte contre tout licenciement

vailleurs touchés par ricochet dans les sous-traitants d'Eurocéral, ou dans l'arti-Dans le contexte difficile d'aujourd'hui, au nom du réalisme, de la difficulté à lut- le représentant du syndicat ter contre tout licenciement. CGT nous a raconté la der- tion est importante, sur 221 sionnelles du 27 février où certaines idées contraires nière grande grève et exposé chauffeurs, 193 sont syndi- les résultats de la CGT ont aux intérêts fondamentaux les problèmes rencontrés par des travailleurs gagnent du le syndicat et les travailleurs terrain. Et les miroirs aux de cette entreprise de 298 alquettes de la direction qui personnes controlée à 65% font briller les primes et au- par la municipalité. tres appats de ce genre, pourraient bien en piéger cer- lutte de l'an dernier sur la rétains. Aussi, comme le fait duction du temps de travail la cellule du PCML d'Euro- (et autres améliorations), céral, Pierre Bauby a tenu avait permis l'embauche de à réaffirmer la nécessité de 80 jeunes chauffeurs, les obla lutte contre tout licencie- jectifs du syndicat restent la ment: « C'est en effet le seul réduction du temps de traobjectif valable. Les luttes vail à 35h sans perte de sacontre les licenciements dans laire. Ce qui permettrait une une entreprise que le patron amélioration des conditions veut fermer sont difficiles, de travail et, de plus, l'emc'est vrai. Mais il est aussi embauche de 200 jeunes...Si

imanité rouge

la région parisienne. Seulement, si le mot d'ordre n'est moindre des conséquences, pas "contre tout licenciement", il n'y a pas de mobilisation possible de travailleurs il n'y a pas de lutte possible et alors le résultat c'est le renforcement du fatalisme,

s'il n'y a pas une ferme résistance face à ces usineschampignon, c'est un encou-

légation de la section CFDT

de Sud Couleur qui a assisté

à la rencontre avec Pierre

Bauby. Une jeune généra-

tion de syndicalistes dans

une PME en voie de restruc-

turation, et qui a décidé de

ne pas payer les pots cassés,

de ne pas être victimes du

profit maximum. Car, ici

aussi l'offensive patronale se

présente avec au bout, les

ne. Mais voici ce qu'en di-

et à nous faire participer aux licenciements. L'année

débute à 4350F, six mois tous les postes aussi bien de

C'est une importante dé- a une volonté de la direc-

pour les départs volontaires

ragement pour les patrons à direction avec 80 ou 100 tracontinuer cette politique vailleurs qui ont débravé et économique d'insécurité de qui attendent le résultat dedu défaitisme des travailleurs. l'emploi pour les travailleurs » vant la porte pour savoir s'ils

Sud Couleur """

La nécessité de la lutte : une idée qui fait son chemin

tion de gagner du terrain

sur les avantages acquis et

ce qui est tacitement accep-

té... Depuis ces deux derniè-

ver les meubles alors que

notre volonté avant, c'était

plutôt d'avancer dans l'ac-

tion. C'est le schéma type

de rentabilisation aprés le

CGT-SMTU Un syndicat à l'offensive Pendant plus d'une heure, lutter, que sans la lutte nous témoignent les résultats des n'aurons rien. La syndicalisa- dernières élections profesqués à la CGT. Un chauffeur augmenté et où elle a pris

> aprés il est titulaire et tou- délégués du personnel qu'au che 4484F. Pendant la grè- CE. ve Midi Libre a publié nos salaires pour essayer de nous isoler, mais nous n'en avons changement de direction (de travailleurs, alors qu'elle en pas honte, ils représentent privé en municipale), le ca- comptait 748 en 1963, mais



Chers camarades. J'étais hier dans l'Hé rault, à Montpellier, où, avant le meeting de notre

Montpellier, le 27 février 1981

Aux mineurs de Destival Au syndicat CGT des

parti, j'ai pu rencontrer des syndicalistes CGT et CFDT et mesurer l'importance du problème de l'emploi dans ce département, le premier de France pour le chômage! Aujourd'hui, dans votre département, je tiens à renouveler par ce message mon entière solidarité et

celle de tout notre parti à la lutte que vous menez. La fermeture des HBC entraînerait inévitablement des centaines de licenciements, aussi la détermina tion dont vous faites preuve avec votre syndicat CGT pour défendre votre emploi et celui de nombreux travailleurs est un encouragement pour tous.

Au moment où le pouvoir tente de durcir sa position à votre égard, vous pouvez compter sur nous Bien sûr, nous sommes un petit parti, mais nos cama rades, là où ils sont, dans manqueront pas de consacrer tous leurs efforts dans ce but puisque notre Comité Central appelle participer à la journée de grève nationale de la CGT

En souhaitant plein suc cès à votre lutte, recevez, chers camarades, mes fraternelles salutations.

Pierre Bauby

# Valexy-Besseges

## Ne pas laisser les luttes isolées

reprennent ou non. Et cette

force, les travailleurs d'ici

commencent à en prendre

conscience car il n'y a que

comme ca qu'on obtient des

sant à Pierre:«Nos problè

Bauby, aprés avoir souligné

en France, devait ajouter

« Mais il y a chez vous, cette

évolution de la prise de cons-

cience de la situation et cela

se retrouve ailleurs, le fait

qu'on ne pourra pas se lais-

ser marcher sur les pieds,

qu'il va falloir réagir... "ba

Une délégation de 4 res- et agissons pour lier ensemponsables syndicaux de la ble ces problèmes, pour me-CGT nous attendait à Bessè- ner une lutte globale, car, enges, où la situation est grave: fin, l'emploi des cheminots l'hémorragie de licencie- dépend aussi de l'existence ments continue, facilitée par de Valexy, du maintien de la convention sociale de la si- nos emplois. C'est pourquoi dérurgie, qui encourage les nous disons qu'il faut globadéparts volontaires. Mais liser les problèmes, ne pas comme devaient nous l'expli- laisser les luttes isolées et quer ces travailleurs, « c'est avoir un seul drapeau, l'emtout le canton qui est mena- ploi. » cé de mort; l'usine bien sûr, Interrogé sur les effets du qui ne compte plus que 235 Page de gauche : Dans le NORD -à Etaples -à Boulogne, à l'Union locale CGT avec P. Bonvoisin et J.C. Butor Page de droite (en bas):

> -avec des délégués de chez Renault à Montpel--pendant le meeting du parti à Montpellier

Dans le LANGUEDOC



the state of the s









réponses aux problèmes nos casquettes CGT ou parti. vailleurs. C'est d'abord eux « Bien sûr, à partir du mo- qu'il se posait, sur l'union CFDT, pour n'être plus que Un voyage donc qui a

de notre dernière lutte est dra voir, et je dis cela, bien L'unité d'action ça me sem- cher (Maresquel) rencontrée de l'intersyndicale. »

sitif. Même si on est pas cencié 46 personnes et qui ce délégué CGT des ateliers mouvement ouvrier.

De la part de ce délégué nous a expliqué : « Dès l'an- d'Hellemmes, membre actif CFDT qui a s'est retrouvé nonce des licenciements, du PCF, qui a souligné la dans ce qu'on disait de l'uni- nous avons compris qu'il profonde convergence de té» et qui a trouvé « des fallait quitter nos étiquettes, but, entre lui-même et potre

de la gauche, sur le parti, sur des militants, des ouvriers montré que notre parti était luttant au coude à coude de plus en plus une force De la part de cette délé- contre le patron; qu'il ne politique ayant toute sa quée des Papeteries Derruys- fallait plus parler qu'au nom place dans le débat et les problèmes qui agitent auque le sois communiste à ble être le point le plus po- à Etaples, dont l'usine a li- Ou encore de la part de jourd'hui l'ensemble du

Les premiers coups portés et ceux qu'annoncent pour les mois et années à venir les PDG de Peugeot-PSA et Renault, donnent des indications sans équivoque sur l'ampleur de l'attaque amorcée contre les travailleurs par le patronat de ce secteur avec l'appui total du gouvernement qui, à la tête de l'Etat et à travers Renault, est en même temps a premier patron de l'automobile.

Pour le groupe Peugeot :

—16 500 emplois supprimés dans les deux dernières nées: près de 10 000 encore prévus d'ici juin 1981; sans compter les usines installées à l'étranger (celle de Lindwood, par exemple, en Ecosse, dont la fermeture a été annoncée peur la fin 1981 et qui compte plus de 10 000 travailleurs).

-après des bénéfices records en 1979 (7 milliards!), on ne parle ces temps-ci que de pertes importantes et le président du groupe, Lombard, n'a pas craint de déclarer : « Nous avons 45 usines, il y en a la moitié de trop ».

Tout cela accompagne les opérations de concentrations accélérées autour de Peugeot absorbant Citroën puis Talbot.

La Régie Renault, quoique moins touchée encore, n'est pas épargnée :

— à Billancourt, effectifs en baisse depuis des années, embauche pratiquement bloquée, nouveaux départs en préretraite prévus (il y en a eu 2480 en 1980 dans l'ensemble de la Régie).

-le chômage dit technique, qui touche déjà large-

ment le groupe Peugeot, arrive à son tour.

—la direction a annoncé pour les années à venir la suppression de 12% des emplois, soit près de 15 000, en liaison avec l'introduction de nouvelles technologies et à condition que la production se maintienne!

Or, à ce sujet, on annonce une production en baisse de 23,4% en janvier 1981 par rapport à janvier 1980 (à corriger d'ailleurs en raison du fort chômage technique début 1981); baisse des immatriculations de 11,9% et ... les spécialistes rivalisent en prévisions inquiétantes. En bref, on parle de 50 000 à 90 000 licenciements d'ici 1985!

Toutes ces suppressions d'emplois (d'autant plus graves, qu'à peu près 4 emplois dépendent d'un emploi automobile) s'accompagnent d'une aggravation considérable des conditions de travail, de graves atteintes au pouvoir d'achat, aux «avantages» obtenus par les travailleurs, selon la force de leur organisation et les luttes menées, dans un secteur conçu par le patronat comme moteur et pôle du développement économique.

L'attaque contre l'emploi, les acquis revendicatifs, se double d'une attaque en profondeur contre l'organisation même de la classe ouvrière, syndicale en tout premier lieu. Dans un secteur de haute concentration ouvrière, les travailleurs avaient pu (certes de manière inégale) construire de puissantes organisations de classe. Renault en était un haut lieu, un modèle même pour toute la classe ouvrière. « Quand Renault éternue, la France s'enrhume » disait-on. De longue date, le patronat s'emploie à saper cette organisation, y consacrant d'énormes moyens à la fois idéologiques et répressifs. A la faveur de la restructuration actuelle, il accélère son attaque. Le licenciement d'un responsable CGT de Renault-Billancourt, de Berliet-Vénissieux, la mort de Philippe Marchau à Peugeot-Sochaux, comme les énormes budgets consacrés dans l'automobile à ce que les patrons appellent leur « politique sociale » sont le signe de l'acuité et de l'ampleur de la bataille. «Perdre l'emploi, c'est grave! Perdre l'organisation, c'est encore pire!» cette réflexion de militants dans l'automobile est bien exacte.

Contre cette attaque, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur action, sur les coups qu'ils peuvent rendre à leur adversaire, le rapport de force qu'ils peuvent établir face à lui.



5 000 manifestants et un cortège de 1 500 voitures le 27 février à Paris, lors de la journée nationale CGT sur l'automobile...

La mobilisation des travailleurs dépend du rapport de force déjà existant, des cibles proposées, du niveau de l'unité, de la volonté de lutter, de la confiance des travailleurs dans l'action...

# AUTOMOBILE: L'ATTAQUE



## Le cas Talbot

A Talbot-Poissy, où les travailleurs ont déjà subi de sérieux chocs, c'est le 27 février, lors d'un comité d'établissement extraordinaire — convoqué justement ce jour-là où la CGT appelait à une action nationale—, que la direction a annoncé la suppression pure et simple de l'équipe B. C'est le chômage une semaine sur deux pour les travailleurs!

Les pertes de salaires vont être considérables et le subterfuge utilisé par la direction en compensant l'important chômage technique du début d'année par une avance sur 13e mois ne pourra les masquer longtemps.

Quant aux licenciements, ils se poursuivent. De 23 040 en juillet 1980, les effectifs sont tombés à 19 731 au 23 février 1981. Ce qui n'a pas empêché la direction de maintenir les 1 705 licenciements annoncés le 19 décembre dernier : 1 062 licenciements et le reste en préretraite à 55 ans.

Et, on le sait, la direction déclarait l'an dernier qu'à Poissy il y avait deux fois trop de monde!

Dans le domaine syndical, la direction avance aussi ses plans. Talbot est maintenant partie prenante de Peugeot : voilà qui va servir d'argument (et permettre, si les travailleurs ne s'y opposent) la mutation de tel ou tel syndicaliste dont le rôle est important à Talbot-Poissy dans une autre usine ou un autre département Peugeot.

Mais, en même temps, (ce sont bien là les finesses patronales) Talbot n'est pas Peugeot : ça n'en est qu'un département. Aussi, avec les judicieuses combinaisons que pourraient imaginer les spécialistes payés à cet effet, Talbot-Poissy pourrait bien se retrouver coupée (sur le papier) en deux entreprises différentes. Ce qui veut dire deux comités d'entreprise... C'est le genre de politique sociale qu'a annoncée la direction le 27 février.

Le nouveau directeur de Poissy, lors de son premier CE, le 28 janvier, avait donné le ton en prétendant interdire aux représentants de la CGT de parler de Peugeot!

Ainsi, quand il s'agit, par exemple, de remplacer les primes trimestrielles de Talbot par le 13e mois (moins avantageux) de Peugeot, ou quand il s'agit de mutation, alors Talbot c'est Peugeot. Pas quand il s'agit de syndicalisme!

# La place des immigrés

Dans l'automobile, les immigrés sont prés du tiers. La moitié dans la région parisienne, et une proportion plus forte (en majorité dans plusieurs usines) parmi les productifs.

C'est dire qu'aucune résistance sérieuse, face à l'attaque patronale, ne peut se faire sans l'unité Françaisimmigrés.

Or, il est certain que la politique de la direction du PCF en matière d'immigration, les actions menées en son nom dans certaines municipalités de la région parisienne pèsent d'un grand poids sur cette unité.

Quelles que soient les justifications que puissent essayer de leur trouver les authentiques antiracistes que sont en général les militants du PCF, y compris à travers leur action de syndicalistes dans la CGT, il est un fait que :

-pour la première fois (à cette échelle en tout cas) elles ont pu fournir matière à une campagne anticommuniste d'ampleur où les promoteurs des pires mesures anti-immigrés, du racisme d'Etat style Stoléru ont pu se décerner des brevets d'antiracisme et détourner les coups non seulement sur le PCF mais aussi sur la CGT et ses militants : ainsi, par exemple, à Talbot la CSL s'est empressée de faire un tract dans ce sens.

—de nombreux travailleurs immigrés se sont sentis rejetés par ceux-là même en qui ils voyaient leur principal soutien. Des associations représentatives des travailleurs immigrés, des militants immigrés de la CGT et aussi dans le PCF, l'ont fait savoir, tout en désapprouvant ces actions. En tout cas, les immigrés n'ont pas applaudi massivement à cette façon de prendre en compte leurs problèmes l

Or, aujourd'hui, ils sont parmi les premiers frappés par l'attaque patronale (licenciements, incitation au départ maintenant chez Renault comme à PSA, brimades incessantes) et tout cela ne peut que peser sur leur propre mobilisation.

Et en même temps, cela ne peut que contribuer à détourner encore plus de l'unité avec eux, ceux, parmi les travailleurs français, auxquels la propagande gouvernementale finit par faire croire que le licenciement des immigrés permettrait de résoudre le problème de l'automobile.

# **COMMENT FAIRE FACE**

Le PCF propose aux travailleurs de l'automobile de lutter pour la nationalisation de Peugeot, pour la modernisation de la production (robotique), pour la baisse des taxes sur l'automobile, de l'essence, des assurances, pour la fabrication de modèles moins coûteux, contre l'implantation d'usines à l'étranger (pour "produire français"), pour la diminution du temps de travail et la hausse du pouvoir d'achat.

Le PS (sans appeler les travailleurs à la lutte) propose une prise de participation de l'Etat et autour de la coopération PSA-Renault, la reconquête du marché intérieur, l'amélioration de compétitivité sur le plan international. Il propose des accords au niveau européen pour résister en particulier, au Japon, et une politique sociale comportant en particulier une diminution du temps de travail concertée au niveau européen. Notre parti quant à lui met l'accent sur la lutte pour l'unité français—immigrés, l'unité entre travailleurs de Renault et Peugeot, des grands groupes et de leurs sous-traitance, la solidarité de classe (dans le pays et internationale), unité qu'il faut construire dans et pour l'action, dans les entreprises, contre les licenciements, la dégradation des conditions de travail, les attaques contre l'organisation syndicale en développement aujourd'hui.

Cette lutte ne peut avoir comme perspective que la construction du meilleur rapport de force possible face aux attaques patronales, le renforcement de l'unité et de l'organisation de la classe ouvrière, conditions indispensables pour passer un jour, à la contre-offensive, et au delà préparer le renversement du système capitaliste, l'instauration du socialisme, seul cadre dans lequel la réorganisation de la production automobile comme de l'ensemble de l'économie peut-être envisagée favorablement aux travailleurs.

# LE CAPITAL C'EST EUX! LE POUVOIR C'EST EUX!

Schneider, Empain, Paribas..... Ils sont quelques-uns qui, dans le secret, ont réglé, à coups de milliards, le sort de dizaines de milliers de travailleurs. Ainsi marche ce pays. Ils possèdent donc ils décident. Ce sont ceux-là qui font la réalité de la politique française. Une petite minorité, celle qui exploite, qui dicte sa loi à l'immense majorité, celle qui est exploitée. Qui, il faut le socialisme! Pour que ceux qui travaillent soient ceux qui décident.

Le baron Empain vient de vendre à Paribas ses actions dans Empain-Schneider. Quelle est la signification de cette décision? Quelles conséquences?

La prise de contrôle de Empain-Schneider par Paribas, c'est la prise de contrôle d'un holding, l'Auxilliaire d'entreprises industrielles et financières. Paribas a racheté au baron sa participation de 35% dans ce holding. A côté, l'oncle du baron, Edouard Empain, détient toujours 30% des parts quant aux 35% restants ils sont possédés par plusieurs sociétés du groupe Schneider.

Opération menée de main de maître : cette prise de participation donne à Paribas une majorité de fait et un contrôle total sur tout le groupe. De sorte que Paribas règne en maître absolu dans l'un des 10 premiers empires industriels français, qui était jusqu'alors contrôlé par des capitaux belges.

#### UN DES DIX PREMIERS EMPIRES INDUSTRIELS FRANÇAIS

L'empire Empain-Schneider englobe plus de 150 fir-135 000 travailleurs employés, pour un chiffre d'affaires qui avoisine 40 milliards de francs en 1981. Une constellation d'activités qui vont du nucléaire, à la construction électromécanique et électrique (avec Merlin-Gérin, Jeumont-Schneider), de la métallurgie (avec Creusot-Loire) à la sidérurgie et la construction navale (avec la Société métallurgique de Normandie et les Chantiers de France-Dunkerque), des travaux publics (avec Spie-Batignolles, numéro 1 français), à la promotion immobilière, en passant par la fabrication de vêtements de ski et bien sûr, par la banque (avec la Banque de l'Union européenne).

#### L'ENJEU

Le principal atout du groupe Empain-Schneider ; c'est le contrôle de Creusot-Loire — 16 milliards de chiffres d'affaires — avec sa filia-le nucléaire Framatome — l'arme principale du programme nucléaire français. « Nous étions dans toutes les technologies de pointe, du pétrole à la bio-industrie, sauf celle-là. C'est maintenant chose faite. » exulte-t-on chez Paribas.

Creusot-Loire, avec Framatome et Novatome, dont il détient respectivement 51% et 40% des parts, avait déjà remporté la première manche de la bataille sur les autres trusts français du nucléaire. En 1975, il arrachait le monopole de la construction des chaudières nucléaires à eau pressurisée, avec les techniques de Westinghouse (licence US acquise en 1967). Puis il consolidait sa position, en entrant dans la structure d'étude et de production des surgénérateurs, filière où le rôle de maître d'œuvre est joué par le Commissariat à l'Energie atomique (CEA). Donc, par l'Etat qui, en tant que représentant de la bourgeoisie monopoliste française, a la haute main sur l'ensemble du cycle du combustible -François Giscard d'Estaing, frère du président, représente le CEA au sein de cette firme, assurant ainsi le lien concret entre l'Etat et les

Aujourd'hui, Framatome met fin à l'accord de licence qui le liait jusqu'en 1982 au groupe US Westinghouse. Framatome, fort occupé d'ailleurs par les commandes d'EDF, se donne ainsi les mains libres pour l'exportation. Barre ne vient-il pas de lui rapporter dans ses valises un projet de création d'une centrale nucléaire au Maroc?

Donc, au moment même où Framatome s'affranchit de la tutelle américaine, la prise de contrôle du groupe Empain-Schneider par Paribas marque la «francisation» définitive du cycle du combustible du nucléaire français.

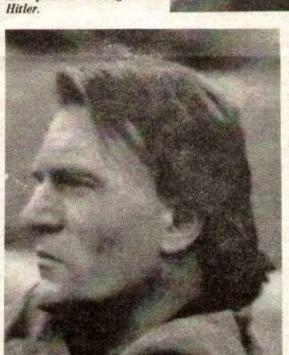
Mais l'opération de Paribas prélude aussi à toute une série de restructurations qui promettent de revêtir une ampleur impressionnante.

#### LE PRÉLUDE A UNE SÉRIE DE RESTRUCTURATIONS

Moussa, PDG de Paribas, ne parle-t-il pas d'ores et déjà de «complémentarités nécessaires»?

En effet, aucun des axes de développement que s'est donné le groupe Empain-Schneider n'est étranger à ceux de l'autre trust français concurrent, la Compagnie générale d'électricité (CGE). Qu'il s'agisse des chantiers navals, de l'atome ou de la construction électrique.

Quoi de plus prometteur alors, au regard des profits à empocher, que d'opérer, dans certaines de leurs actiLES SCHNEIDER: Anne-Aymone Giscard d'Estaing est la petite fille d'Henri Schneider. La fortune des Schneider commence avec la montée du capitalisme en France. Trés vite, leur empire industriel autour de la fonderie de Montchanin (prés du Creusot) se constitue avec la fabrication de locomotives, bateaux, et canons. Bénéficiant d'une loi "sur mesure" pour l'expor-tation, la famille Schneider s'enrichit en vendant des canons de 75 à plus de 20 pays d'Europe avant la lere guer-re mondiale. En 1936-37, c'est la nationalisation des usines d'armement. Mais sous Vichy, les établissements continueront à édifier leur fortune en travaillant pour l'Allemagne de



PIERRE MOUSSA: PDG de Paribas, premier groupe financier français. En 1975, Paribas contrôlait 2655 sociétés en France et à l'étranger, exploitant 788848 travailleurs. Paribas vient de racheter les 35% que le baron Empain detenait dans Em-

pain-Schneider.



Le BARON EMPAIN: en 1976, ce baron belge devenait membre du Conseil exécutif du CNPF. En 1963, le groupe Empain avait pris le contrôle du groupe Schneider. Empain-Schneider constitue le troisième groupe financier français. Il contrôle le secteur nucléaire



vités complémentaires, des restructurations entre ces deux géants? Ainsi de la construction navale : en 1980, le patron de la CGE, Ambroise Roux, avait déjà laissé entendre qu'il était loin d'être hostile à un rapprochement de France-Dunkerque avec sa filiale Alsthom-Atlantique. Ainsi du nucléaire : les turbo-alternateurs d'Alsthom-Atlantique et les réacteurs de Framatome ne sont-ils pas deux activités parallèles. D'autant qu'A. Roux détient déjà 15% dans la filiale du groupe Empain-Schneider-Framatome?

Quoi de plus tentant également pour un trust financier français, qui a présidé au mariage de nombre de grands trusts industriels, de reconcentrer sur les secteurs les plus rentables certaines activités des différents groupes qu'il a sous sa coupe.

#### FERMÉS POUR DOUBLE EMPLOI

Dans le domaine des aciers spéciaux, Creusot-Loire a perdu en trois ans plus de 500 millions de francs. Aujourd'hui, l'apport à Usinor, lié à Paribas, d'une partie des actifs de Creusot-Loire (l'usine des Dunes) ne serait plus, dit-on, qu'une affaire de semaines.

Dans bon nombre d'autres secteurs encore, on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement entre les activités du groupe Empain-Schneider et celles d'autres trusts français, tous placés dans les tentacules du groupe financier. Dans la mécanique lourde, Paribas détient des parts dans Babcock-Fives; dans les travaux publics, Paribas contrôle Fougerolle, faisant double emploi avec Spie-Batignolles; dans l'ingéniérie, Heurtey-Sofresied, sous l'égide de Paribas, rentre en concurrence avec Speichim de Schneider.

Plusieurs de ces firmes, dont les activités son proches, ne vont-elles pas un jour ou l'autre se confondre, sous la houlette de Paribas?

On pourrait bien assister à un profond remodelage de l'appareil productif français dans nombre de branches. Le tout accompagné, bien sûr, par les compressions du personnel et les licenciements que dicte la perpétuelle recherche du profit maximum.



Pour que ça change vraiment dans ce pays, il faudra le socialisme. Il faudra que le sort du peuple français cesse d'être entre les mains de la classe capitaliste, il faudra que le pouvoir économique et politique passe entre les mains des travailleurs. Il faudra que la majorité devienne réellement maitresse du pays.

Pour que la France cesse d'être une puissance impérialiste, pillant les ressources d'autres pays, exploitant d'autres peuples, pour qu'elle contribue au progrès de l'humanité, il faut renverser cette classe qui depuis des décennies accumule ses profits sur l'exploitation des travailleurs français et de peuples du Tiers Monde. Il faudra une révolution car jamais les exploiteurs ne se laisseront déposséder etchasser de leur pouvoir sans réagir, sans utiliser tous les moyens en leur possession, sans faire appel à l'Etat à leur service, à leur police, leur justice, leur armée, sans recourir à la violence.

Ce que pourrait être le socialisme que nous proposons pour la France, en voici quelques grandes lignes.

Il ne s'agit pas d'utopie. Il s'agit tout simplement de quelques changements fondamentaux sans la réalisation desquels le socialisme ne devient plus qu'un vain mot.

# Solidaire du Tiers-Monde

La France socialiste établit des rapports d'égalité, de coopération et d'aide mutuelle avec les autres pays socialistes qui se distinguent fondamentalement de la «division internationale socialiste du travail » soviétique actuelle.

Elle soutient les luttes prolétariennes et nationales démocratiques des autres peuples, ce qui exclut l'ingérence dans le processus interne de ces révolutions, en raison de cette loi fondamentale que la révolution ne s'exporte pas

que la révolution ne s'exporte pas Elle propose aux pays du Tiers Monde de nationaliser sans indemnités les avoirs français. Elle répare l'exploitation impérialiste antérieure (anciens DOM TOM, pays de la zone franc) sur la base de négociations, en ténant compte des besoins nationaux qu'expriment ces pays.; ainsi elle restitue des biens pillés appartenant au patrimoine d'autres peuples.

Elle reconnait le droit à l'indépendance immédiate des colonies françaises baptisées "DOM TOM". Elle effectue le retrait immédiat des bases et troupes françaises des pays du Tiers Monde.

Dans ses relations avec les pays du Tiers Monde, rejetant toute autarcie, elle développe la coopération économique sur un pied d'égalité et sur la base d'avantages réciproques, dans tous les cas, quel que soit le régime intérieur de ces pays et dans tous les domaines. La négociation de ces échanges porte aussi bien sur les prix que sur les quantités, afin de rompre réellement avec le pillage du Tiers Monde. La France socialiste soutient l'activité des groupements de pays producteurs pour de justes conditions de vente de leurs richesses nationales. Dans les conférences internationales, elle s'associe aux positions que prônent les pays du Tiers Monde contre l'échange inégal et pour un nouvel ordre économique international. Elle participe à l'aide au développement tant dans ses rapports directs d'Etat à Etat que dans le cadre d'organismes internationaux, en prenant comme base pour cette aide, la position des pays en bénéficiant face à l'impérialisme dominant. Elle renégocie les accords existants

(exemples: convention de Lomé, zone franc, investissements du Tiers Monde en France) avec les pays concernés afin d'en éliminer tout contenu impérialiste. Elle s'associe aux décisions de pays du Tiers Monde de boycott de pays comme l'Afrique du Sud et Israël.

Dans ses relations avec les vieux pays impérialistes soumis aux pressions et menaces des superpuissances, la France socialiste nationalise leurs capitaux investis en France et négocie d'éventuelles indemnités avec les pays européens restés capitalistes, afin d'empêcher toute dépendance ou toute ingérence.

Dans ses relations avec les superpuissances, elle nationalise immédiatement et sans indemnités tous les capitaux de ces pays investis en France, arrête toute aide à ces pays et renégocie tous les accords commerciaux et militaires

Dans le même temps, la France socialiste assure son indépendance par rapport à tout impérialisme, à tout hégémonisme. Cela nécessite d'une part la mobilisation du peuple en armes pour la défense du territoire national et l'existence d'une armée populaire, d'autre part la participation aux instances internationales et la lutte en leur sein aux côtés des pays qui s'opposent aux pays impérialistes et aux deux superpuissances notamment. Cela nécessite aussi l'établissement de rapports avec les pays, y compris avec des pays encore capitalistes, fondés sur l'égalité et le respect mutuel de la souveraineté, la nonagression et la non-ingérence mutuelles et la coexistence pacifique.

# La démocratie socialiste

Un nouvel appareil d'Etat est constitué; la nouvelle armée, c'est l'organisation du peuple en armes qui regroupe les détachements populaires armés (d'entreprises, de villages et quartier par exemple) et une armée nationale populaire particulièrement qualifiée pour la défense du territoire et dont les liens avec l'ensemble du peuple sont maintenus et organisés pour qu'elle reste à son service.

Une nouvelle constitution est mise en place qui organise le pouvoir de la classe ouvrière et des autres classes du peuple par un système d'assemblées populaires élues, à tous les échelons, sur la base des lieux de stravail et d'habitations. De l'Assemblée populaire nationale émanent les différents pouvoirs : ceux de faire les lois, de prendre des décisions, de les exécuter et faire exécuter et d'assurer le contrôle de leur application. Elle intervient dans tous les domaines de la vie du pays : objectifs économiques et planification, relations internationales, politiques de santé, d'éducation, politique culturelle... Aux autres échelons (régional, local ...), les assemblées populaires prennent et exécutent des décisions de leur ressort propre, sur la base des orientations définies nationale-

Le principe électif est de règle; les dirigeants de l'Etat aux différents échelons sont élus et révocables à tout moment; ils sont rétribués sur la base des salaires des travailleurs. Tous les travailleurs sont électeurs et susceptibles d'être élus; les travailleurs immigrés jouissent également de ces droits. Sur la base d'expériences et des leçons tirées d'elles, les modalités concrètes d'élection des cadres économiques —directeur d'entreprise par exemple—sont décidées.

Les libertés individuelles de pensée, de religion et de pratique religieuse sont garanties. La liberté d'expression, de manifestation, la liberté de presse, le droit d'association sont garantis pour ceux qui se conforment dans leurs actes à la législation socialis-

Les peuples corse, basque, breton, ainsi que les autres populations qui le souhaiteraient, peu vent déterminer librement le statut de leurs relations avec la France. Toutes les minorités culturelles bénéficient du droit de pratiquer leur langue et de se conformer à leurs traditions.

Le Parti communiste n'est pas le seul parti politique; des partis, représentants de différentes classes sociales, qui ont contribué à la révolution ou nouvellement créés participent à l'édification socialiste selon leurs points de vue propres. Ne sont privés d'exercer les droits politiques que ceux qui ne respectent pas la législation socialiste par des actes et agissements caractérisés.

Les syndicats ne sont pas liés organiquement à l'appareil d'Etat. Ils apportent une contribution continue à l'édification socialiste dans les entreprises, tant dans les activités de gestion, d'organisation du travail, de contrôle des cadres que dans leur rôle spécifique de défense des intérêts des travailleurs; le droit de grève est garanti.

Les masses ouvrières et populaires s'organisent selon leurs besoins et intérêts dans des organisations de jeunes, de femmes, des organisations culturelles, des organisations sportives, associations d'amitié avec les peuples, etc...

Telles sont, dans leurs grandes lignes, quelques formes et cadres déjà imaginables de la démocratie socialiste, de la démocratie au sein du peuple.

# En finir avec l'exploitation

La France socialiste réalise immédiatement la nationalisation sans indemnité des principaux moyens de production, d'échange et d'information : banques, grandes compagnies d'assurances, entreprises industrielles et de transport françaises ou étrangères, monopoles et filiales, trusts agroalimentaires, grosses exploitations agricoles capitalistes et trusts du commerce et de la distribution. Le commerce extérieur est placé sous le contrôle de l'Etat; un système de banques nationales est mis en place.

A la campagne, s'engage la révolution agraire, s'appuyant sur les petits et les moyens aysans et les ouvriers agricoles, afin de réaliser le principe que «la temperatient à ceux qui la travaillant».

Les grandes exploitations capitalistes seront transformées en fer-

mes d'Etat nationalisées ou en fermes collectives gérées par les travailleurs. La voie de la collectivisation socialiste sera progressivement ouverte sur la base de l'adhésion volontaire.

La petite propriété acquise par le travail sera préservée. Une politique d'entr'aide et de coopération volontaire sera mise en œuvre. Le revenu des travailleurs de la terre sera garanti. Une politique pour le repeuplement des campagnes et la remise en valeur des zones rurales désertifiées sera mise en œuvre.

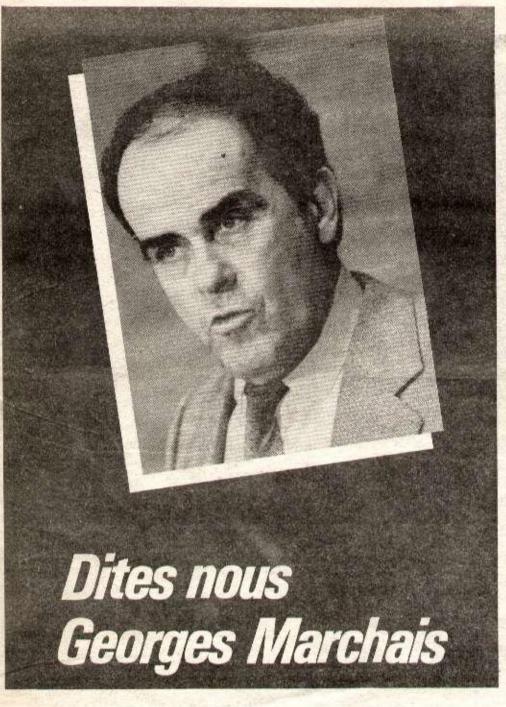
Un processus analogue est engagé en ce qui concerne le petit commerce et l'artisanat,

L'économie de la France socialiste est planifiée au niveau national comme régional et local, dans le cadre des décisions économiques d'ensemble prises en tenant compte de tous ces niveaux. Elle s'efforce de surmonter les déséquilibres entre régions, entre villes et campagnes, de résoudre les problèmes écologiques et de sécurité dans l'exploitation de la nature, dans la maîtrise de l'énergie.

L'ensemble des travailleurs est partie prenante de l'édification économique tant par leur participation à la définition des orientations économiques nationales que par leur prise en mains directe de la gestion des entreprises, de l'organisation du travail, du contrôle des responsables économiques, du système de rémunération. Des modalités et mesures concrètes sont expérimentées et généralisées si elles sont positives dans tous ces domaines.

L'égalité totale de tous les droits économiques, politiques, sociaux pour les travailleurs immigrés est immédiatement assurée. Les relations nouvelles avec eux sont négociées avec leur pays d'origine et leurs organisations en France, sur la base de la lutte contre le chauvinisme et le racisme et du respect de leurs cultures et identités nationales.

A l'entreprise, le principe «à travail égal, salaire égal» est garanti en particulier pour les femmes, les travailleurs immigrés et les jeunes. Le droit à l'embauche, le droit d'accéder à toutes les professions sont garantis. Les conditions matérielles (crèches par exemple), d'éducation et de formation professionnelle permettent l'application effective de ce principe.





« Je suis l'anti-Giscard » dites-vous. Ca fait sans doute un point commun entre nous car, voyez-vous, nous sommes, nous aussi, des anti-Giscard.

« Je suis le candidat antichômage » dites-vous aussi. Cela fait un autre point commun car nous sommes aussi pleinement en faveur de la lutte pour l'emploi. Et parmi les revendications que vous préconisez, il y en a un certain nombre que nous partageons : les 35 heures, la retraite à 60 ans, l'embauche des hors statut, etc...Mais nous ne voyons pas les choses de la même manière que vous. «Avec moi, dites-vous, et avec des ministres communistes, en sept ans le chômage aura disparu et trois millions et demi d'emplois auront été créés». Vous promettez là beaucoup mais vous ne pourrez tenir ce que vous promettez. Pour une raison essentielle : à notre avis, seul le socialisme peut permettre de créer les conditions pour en finir avec le chômage, en rendant les travailleurs maîtres du pouvoir économique et politique. Or, (et vous ne le prétendez d'ailleurs pas) même avec des ministres PCF au gouvernement, ce ne serait pas le socialisme (drôle de socialisme que ce serait là avec comme Constitution celle de la Ve République...). Ce serait quoi donc alors? Appellons un chat un chat : ce serait le capitalisme. Le capitalisme débarassé du chômage... on en viendrait presque à se demander : à quoi bon le socialisme? Nous préférons, quant à nous, dire aux travailleurs : « Dans le domaine de l'emploi, comme dans les autres d'ailleurs. vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez. Par la lutte on peut défendre l'em-

ploi, imposer la création d'emplois nouveaux, on peut arracher des revendications. ». Mais, pour cela, il faut que les travailleurs solent suffisamment forts. Et donc unis. Et là, plus rien ne va. Car, par exemple, quand aujourd'hui vous appellez la population française à s'opposer à la venue de travailleurs immigrés dans les municipalités PCF ou à agir pour qu'ils en partent, au lieu d'unir, vous divisez, vous sapez à la base une des dimensions essentielles de l'unité de la classe ouvrière de France : l'unité entre travailleurs français et immigrés. Si vous étiez élu, vous nous dites que vous répartiriez équitablement les immigrés dans toutes les communes : faut-il en conclure que le droit de choisir son lieu d'habitation serait refusé aux travailleurs immigrés, ce qui est un droit élémentaire? Et leur avis, dans tout cela, ne serait-ce pas la priorité des priorités? «L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs euxmēmes» disait autrefois quelqu'un de très bien, un Allemand nommé Marx. Le moins que l'on puisse dire c'est que quand vous parlez de « les répartir équitablement » comme s'il s'agissait de pions, vous n'appliquez pas ce principe aux travailleurs immigrés. L'autogestion s'arrêterait-elle aux frontières dressées par la nationalité? Pourquoi, dans votre programme, ne trouvet-on pas l'engagement à réaliser l'égalité des droits politiques entre Français et immigrés?

Quand les travailleurs luttent pour leurs revendications et leurs droits, ils trouvent souvent en face d'eux les forces de répression. Avec Giscard, l'expérience en a

été très largement faite. Vous nous dites qu'avec vous la police serait consacrée à la sécurité des gens au lieu d'être utilisée contre les travailleurs. Mais alors, pourquoi ne vous engagez-vous pas à dissoudre les CRS et la gendarmerie mobile, créés dans le seul but de réprimer les luttes populaires?

Quand les travailleurs luttent, ils rencontrent aussi la justice de classe, les lois antipopulaires, les prisons. Il y a, en ce moment même, dans les prisons françaises plusieurs dizaines de prisonniers politiques anticapitalistes. Pourquoi n'a-t-on pas encore entendu de votre part le mot : «Amnistie»? La dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, l'abrogation de la loi anti-casseurs, du nouveau Code pénal seraientelles des choses si peu importantes pour que dans vos 131 propositions il n'en soit pas fait état?

Vous vous prononcez pour le respect des principes de non-ingérence et de sécurité pour les Etats, vous proclamez que la France doit faire entendre sa voix en faveur de l'indépendance nationale. Principes que nous partageons. Or, dans le même temps, vous approuvez la guerre que mène actuellement l'envahisseur soviétique en Afghanistan ou celle de l'armée vietnamienne au Cambodge. L'Erythrée, la Tchécoslovaquie semblent vous être inconnues. Ne crovez-vous pas que ce fossé qui sépare les principes proclamés et les prises de position concrètes rend suspect ce que vous promettez? Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est qu'une autre manière de dire les paroles de ce vieux Marx que nous rappelions plus

Jusqu'en ce début mars, on ne vous a pas beaucoup entendu. Par contre, on vous a vu dans les magazines, produit politique promu par les bons soins de ce brillant professionnel de la publicité qu'est M. Seguela. Par ce biais, nous en savons plus sur vos qualités personnelles supposées que sur vos projets politiques. Vous savez faire valoir votre image de marque. Nous attendons pourtant avec attention ce que vous avez à dire et à proposer. Car nous voulons battre Giscard et vous serez probablement celui qu'on appelle « le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour». Mais nous ne somme pas de ceux qui sont prêts à vous donner carte-blanche. Du temps où vous étiez ministre de la IVe République, vous nous avez appris que tout homme de gauche que vous prétendiez être vous pouviez pratiquer la politique de la pire des réactions. Certes, les temps et les hommes changent, mais nous ne vous avons pas entendu faire la moindre autocritique sur ce passé où vous vouliez, par la violence des armes, que la France s'étende des Flandres au Congo. N'étant pas amnésiques, vous comprendrez que nous soyons sans illusions à votre égard et que nous refusions le flou que vous entretenez délibérément sur vos projets.

Car quel est votre programme? Certes, le Parti socialiste a adopté, il y a quel-ques temps, un Manifeste avec 110 propositions. Sur certaines questions, il y a des convergences avec des positions que nous défendons nous-mêmes, puisqu'on y préconise, par exemple, l'abrogation des procédures d'exception (Cour de sûreté, tribunaux militaires en temps de paix), de la loi anti-casseurs et de la loi Pey-

refitte, qu'on y indique que les discriminations frappant les travailleurs immigrés seront supprimées, etc...Toutes choses positives si elles étaient appliquées.

étaient appliquées. L'ennui est que ce Manifeste n'est pas votre programme présidentiel. C'est l'esquisse d'un projet de programme en prévision d'élections législatives si vous étiez élu. Jusqu'à aujourd'hui, vous ne vous êtes engagés sur aucun programme précis. Et ce que vous avez pu dire est plutôt inquiétant. Vous vous êtes affirmé jusqu'alors comme le plus fidèle interprète de la Constitution de la Ve République, ce qui n'est pas la preuve la plus flagrante d'une volontransformation au profit des travailleurs. Dans le domaine de l'emploi, vous préconisez « / a réalisation de cette belle idée de partage du travail, c'est-à-dire la solidarité entre ceux qui ont un travail et ceux qui n'en ont pas ». N'aurait-il pas été plus précis de parler des 35 heures sans diminution de salaire ? A moins que l'on veuille faire accepter les 35 heures avec diminution de salaire au nom de la «solidarité» en question? On nous parle également de « réduire les charges sociales des entreprises de main d'œuvre »... un président socialiste qui commence par faire un cadeau au patronat style Biderman, ça commence bien!

Dans le domaine des libertés, vous avez donné comme directive à vos élus de ne pas accorder leur signature pour les petits candidats et vous avez approuvé la décision giscardienne d'imposer le cap des 500 signatures. Cela augure mal de votre conception du pluralisme.

En entretenant le flou autant que possible, tout se passe comme si vous vouliez garder les mains libres pour pouvoir réaliser des alliences aujourd'hui difficilement avouables.

Si vous étiez élu, François Mitterrand, vous engagezvous à ne pas gouverner avec des forces politiques qui ont soutenu Giscard d'Estaing? Jusqu'à ce jour, vous êtes resté silencieux sur le sujet. Il faudra bien que tôt ou tard vous l'abordiez, car la question se pose. Michel Crépeau, du MRG, y a répondu quant à lui ; il veut un gouvernement de centregauche. On imagine quelle politique un tel gouvernement ménerait. Que pensezvous, François Mitterrand, de ces positions de Michel Crépeau?

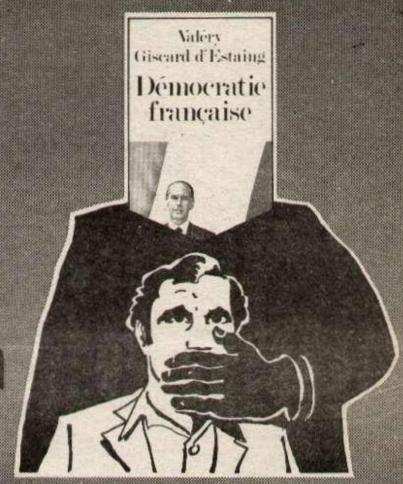
DEMAND	E DE	CONT	ACT
--------	------	------	-----

Prenez	contact	
avec le	Parti communi	iste marxiste-léniniste

NOM ...
Prénom ...
Lieu de travail ...
Adresse ...
Code postal ...

(A retourner à L'Humanité rouge – BP 201 – 75926 Paris Cedex 19)

# la liberté d'expression



Au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, le Parlement a adopté une loi pour rendre plus difficiles les conditions de candidature. La loi organique du 18 juin 1976, votée par la majorité, apporte 3 modifications importantes:

 elle fait passer de 100 à 500 le nombre de parrainages d'élus (maires, conseillers généraux, députés ou sénateurs) nécessaires à la validation d'une candidature;

 elle contraint les élus à ne plus pouvoir parrainer qu'un seul candidat et tend donc à transformer le parrainage en soutien de la candidature;

 elle décide de publier au journal officiel la liste des parrains de chaque candidat.

Présentée comme une nécessité pour éviter les candidatures fantaisistes du type de celle de Barbu et de Ducatel, cette loi instaure, en fait, un type de suffrage censitaire. C'est une entrave à la liberté d'expression des courants politiques encore minoritaires puisque les modifications instaurées rendent trés difficile sinon impossible toute candidature qui n'a pas l'accord de l'un des quatre grands partis existant aujourd'hui.

Plus grave, une circulaire du 30 novembre 1979 du ministre de l'Intérieur décidait, contre l'avis du Conseil constitutionnel, — de contraindre les élus voulant parrainer un candidat à demander le formulaire nécessaire à la Préfecture de leur département, — de bloquer la délivrance des dits formulaires jusqu'à une date trés rapprochée du dépôt des candidatures.

Ces nouvelles mesures aggravaient encore le caractère antidémocratique de la loi de 1976 et offraient toute possibilité de pression des préfectures sur les élus, en particulier les maires sur lesquels pèse la tutelle préfectorale.

La candidature de Pierre Bauby comportait donc nécessairement un combat contre ces atteintes à la liberté d'expression et à la démocratie. Plusieurs initiatives furent prises dans ce sens: — notre parti prit contact avec les autres candidats démocratiques victimes des mêmes discriminations et avec des personnalités connues pour leur attachement à la démocratie. Un appel pour l'annulation de la circulaire Bonnet fut lancé en novembre 80 par une trentaine de personnalités dont M. Henri Noguères, président de la Ligue des Droits de l'Homme

Pierre Bauby déposa, le 7 juillet 80, une requête au Conseil d'Etat pour faire annuler la circulaire Bonnet comme plus restrictive que la loi. Notre parti proposa aux autres candidats démocratiques, y compris aux partis de gauche, d'en faire de même, mais sans résultats. Le PS posa cependant une question au gouvernement à l'Assemblée.

Si le Conseil d'Etat ne s'est pas encore prononcé sur cette requête, malgré les relances répétées de Pierre Bauby, faisant trainer la procédure, celle-ci avait toutes raisons d'aboutir.

C'est dans ces conditions que le Conseil des ministres du 14 janvier 1981 adoptait un décret revenant sur les dispositions les plus anti-démocratiques de la circulaire Bonnet: les élus ne seront plus contraints de demander les formulaires à la Préfecture, mais les recevront, début mars, à leur domicile.

Ce nouveau décret reste néammoins restrictif car les formulaires ne seront disponibles qu'un mois avant la date limite d'enregistrement des candidatures par le Conseil constitutionnel, ce qui ne gêne nullement les quatre grands partis, mais tous les autres courants politiques.

Notre parti s'est également adressé, à plusieurs reprises, au Parti communiste français et au Parti socialiste, dont les députés ont voté contre la loi de 1976 et qui ont en leur sein beaucoup plus que les 500 élus nécessaires à leur propre candidature.

La règle des 500 parrainages étant une entrave à la liberté d'expression de courants du mouvement ouvrier, le PCML leur demanda de défendre la démocratie en permettant à leurs élus de parrainer d'autres candidats. Au contraire, les dirigeants du PCF et du PS firent pression, à plusieurs reprises sur leurs élus pour leur interdire de signer pour un autre candidat que celui de leur parti.

Si le PCF ne répondit à aucune de nos lettres, deux rencontres eurent lieu avec le PS, mais sans qu'elles parviennent à modifier sa position. Une nouvelle fois, Pierre Bauby vient de s'adresser aux deux grands partis de gauche en leur demandant de mettre en accord leurs déclarations et leurs pratiques, par une lettre à chaque député et sénateur du PCF et du PS (cf ci-contre).

Notre parti a néammoins décidé de profiter du fait que début mars, chaque élu va recevoir, à son domicile, le formulaire officiel, pour entreprendre des démarches auprès de ceux-ci. Nous ne leur demandons pas de soutenir toutes nos positions, mais de permettre qu'au premier tour, elles soient présentes dans le débat. Nous remettons, d'ailleurs, à chaque élu parrainant la candidature de Pierre Bauby une lettre nous engageant à n'utiliser leur signature à aucun moment.

Le combat pour la liberté d'expression, pour la démocratie, ne concerne pas uniquement la possibilité d'être candidat. Il y a bien d'autres inégalités dans la "démocratie bourgeoise": celle de l'argent — il n'y a qu'à voir la gigantesque campagne d'affichage actuelle de Chirac, qui sera bientôt imité par les autres grands candidats. Mais aussi l'accès aux mass média.

Si, au cours de ses visites en province, Pierre Bauby a reçu un bon accueil dans la presse écrite régionale et est passé aux journaux régionaux de FR3, c'est le black out à la radio-télévision nationale et sur les radios "périphériques".

Malgré de multiples démarches il n'a, jusqu'ici, pas été possible a notre candidat de participer à quelque émission que ce soit, (sauf "Tribune libre" de FR3). Ces grands moyens d'information sont réservés aux représentants des quatre grands partis!

Ce qui rend inadmissible la déclaration de Giscard, lors de sa conférence de presse du 26 juin 80 » j'observe que ces grands moyens d'expression sont trés largement utilisés par toutes les familles politiques». C'est cela, la réalité de la "démocratie française" à la sauce Giscard.

Ces différentes entraves à la liberté d'expression ne sont pas ume exception. Elles font partie de l'arsenal de mesures prises par le gouvernement ces dernières années contre les libertés politiques et syndicales, de la loi Peyrefitte de réforme du Code pénal, aux licenciements des militants syndicaux et les lois, décrets et circulaires Barre-Bonnet-Stoléru contre les travailleurs immigrés.

Le combat pour la liberté d'expression à l'occasion de l'élection présidentielle fait partie du combat plus général pour défendre les libertés démocratiques.

# Lettre de Pierre Bauby

aux députés et sénateurs du PCF et du PS

Paris le 5 mars 1981

Dans les tous prochains jours vous allez recevoir les formulaire officiels pour le parrainage des candidats à l'élection présidentielle.

Je me permets de m'adresser à vous, qui avez voté contre la loi de 1976, et qui étes membre d'un parti qui a beaucoup plus que les 500 signatures nécessaires à son propre candidat.

La loi de 1976 instaure en effet, une forme de suffrage censitaire, qui vise à interdire à un courant du mouvement ouvrier comme le notre, aujourd'hui minoritaire, de pouvoir participer au premier tour de l'élection présidentielle, qui veut interdire aux idées que je défends (la nécessité de l'action et de l'unité contre les attaques du gouvernement et du patronat; l'aggravation de la situation internationale et les menaces d'une troisième guerre mondiale), d'être présentes.

Il en va de la liberté d'expression, il en va de la démocratie, une nouvelle fois attaquées par le pouvoir.

Je ne suis pas contre les règlementations de la candidature pour empêcher les candidatures fantaisistes, mais la règle actuelle, si vous ne vous y opposez pas, est délibérément tournée contre des courants du mouvement ouvrier.

Je vous demande de faire sauter ce verrou en parrainant ma candidature. Cela n'implique pas un soutien des positions que je défends: je m'engage à n'utiliser, à aucun moment, votre signature, pour ma campagne.

Je compte sur une réponse de votre part et sur votre attachement à la démocratie.

#### DERNIERE DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel a décidé, le 23 février :

1) que les formulaires de parrainage, une fois remplis et signés par les élus (et après avoir été authentifiés, selon la procédure indiquée sur le formulaire) peuvent être soit envoyés directement au Conseil constitutionnel soit remis aux candidats ou à leurs mandataires qui les déposeront au Conseil constitutionnel. Mais dans les deux cas, ils ne devront être adressés qu'entre le 22 mars et le 7 avril.

2) que la liste des parrains de chaque candidat publiée au Journal Officiel du 10 avril ne comportera que 500 noms, tirés au sort parmi l'ensemble des signataires. Les noms de tous les signataires ne seront pas publiés.